# LA SEMAINE AFRICAINE



N° 3935 du Mardi 3 Décembre 2019 - 67° Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 - CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro -Tél.: (+ 242) 06 579.39.75 - 04.105.20.77 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

CONGO

# La République a célébré ses 61 ans

(P.3)

#### ARCHIDIOCESE DE BRAZZAVILLE

## Les Fraternités catholiques ont célébré le 55° anniversaire de leur fondation



Les nouveaux membres pendant le rite de la promesse (P.9)

#### **NECROLOGIE**

## Le journaliste Borgia Miguel Samba s'en est allé

Le monde de la presse est en deuil. Il pleure Borgia Miguel Samba Bouesso, directeur de l'information à Télé-Congo, décédé le 28 novembre 2019 au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU), des suites d'un accident vasculaire cérébral aigu. Il y avait été admis dans la nuit du 25 novembre.

Fils d'un enseignant, Borgia Miguel Samba Bouesso est né en 1976 à Brazzaville. Il était titulaire d'un baccalauréat série A4, obtenu en 1995 au lycée Thomas –Sankara.

Formé à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville en qualité de journaliste, il intègre la rédaction de Radio liberté, peu avant l'obtention de sa licence en journalisme, en 1998. Il est recruté à la Fonction publique en 2003.



Envoyé à Télé-Congo, il devient l'un des grands présentateurs de journaux et animateurs des tribunes.

Distingué par son intelligence, entre 2009 et 2012, il est nommé directeur de l'information à Télé-Congo, en même temps que collaborateur du ministre Charles Zacharie Bowao à la Coopération, puis à la Défense nationale.

Animé par le goût du travail, quand il quitte la direction de l'information, il est sur le terrain où

(Suite en page 5)

VISITE DU PRÉSIDENT DE LA FIFA À BRAZZAVILLE

## Pour aider à relancer un ballon rond congolais bien malade!

(P.16)

#### **DISPARITION**

## L'ancien ministre d'Etat Paul Kaya n'est plus

Paul Kaya, ancien ministre d'Etat chargé de la Programmation, de la promotion de l'entreprise privée nationale dans le premier Gouvernement du Président Denis Sassou Nguesso, au sortir de la guerre de juin-octobre 1997, est décédé en France lundi 25 novembre 2019, après une longue maladie.

Figure de la vie politique congolaise, économiste aux compétences reconnues, Paul Kaya fut nommé ministre dans le premier gouvernement restreint et technocrate formé par le Président Alphonse Massamba-Débat en août 1963, après la chute du Président Fulbert Youlou. Mais les contradictions politiques l'obligent à prendre le chemin de l'exil à partir de 1964. Il se réfugie en Côte-d'Ivoire où le Président Houphouet-Boigny le nomme en 1965 au poste de secrétaire général du Conseil de l'entente, une institution sous-régionale de coopération réunissant les pays d'Afrique de l'Ouest. Il a regagné son pays natal à la faveur de la conférence nationale, avant de créer son parti, le Mouvement pour la démocratie et la solidarité (MDS), avec lequel il participe à l'élection présidentielle de 1992.







#### FICHE DE POSTE - CONSULTANT TOURISME ET GÉNÉRATION DE REVENUS PARC NATIONAL ODZALA KOKOUA PNOK

Titre de la position	Consultant Tourisme et Génération de Revenus Supervise	Employés et bénévoles liés au tourisme et aux activités génératrices de revenus	
Lieu	Parc national d'Odzala Kokoua (PNOK) République du Congo		
Rapporte à	Directeur du parc		
Date de début	1er janvier 2020		

#### **Description du poste**

Le Consultant Tourisme et Génération de revenus se joindra au parc national Odzala Kokoua (PNOK) en tant que membre clé de l'Unité de Gestion du Parc (UGP). Il devra développer et mettre en œuvre les sources de revenus les mieux adaptées, les plus durables et efficaces, essentielles pour assurer la viabilité à long terme du parc. En particulier, il sera responsable

- •L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de génération de revenus avec l'objectif est de générer 25 % du budget du parc en recettes d'ici 2024
- •Présenter et défendre les projets proposés devant la Direction du Parc et le Conseil d'Administration de la FOK pour validation avant mise en œuvre

#### 1.Tourisme

- •Négocier et superviser tous les accords de tourisme avec des tiers perti-
- •Gérer, développer et maximiser le partenariat actuel du PNOK avec l'opérateur touristique Congo Conservation Company (CCC)
- Concevoir, mettre en place et exécuter les premiers produits touristiques du PNOK, en vue de cibler le marché national et de niche et de développer des offres innovantes (en s'inspirant de, et en capitalisant sur le succès des produits développés dans d'autres parcs sous gestion APN tels que Zakouma, Tchad ou Akagera, Rwanda)
- •Concevoir et mettre en œuvre un plan de marketing et de communication en collaboration avec le siège d'APN pour : accroître la visibilité du Congo en tant que destination de premier plan pour la nature et la faune en Afrique centrale ; accroître la visibilité du PNOK dans le pays et soutenir le lancement des premiers produits touristiques gérés par le PNOK
- •Coordonner la création de produits touristiques liés à la recherche et à l'habituation des gorilles avec le département des opérations et de la recherche •Recruter, former et gérer le personnel, en mettant l'accent sur la maind'œuvre locale et le développement des guides sur le terrain
- •Établir gérer les relations avec les agences de voyage et partenaires commerciaux clés, tout en assurant des synergies et des économies d'échelle avec d'autres parcs APN
- Gérer et superviser toutes les activités guidées du PNOK, avec un accent sur la qualité, la sécurité et la satisfaction clients
- •Gérer et assurer la collecte des recettes touristiques et le bon suivi des exigences administratives connexes telles que les formulaires d'indemnité, les permis d'entrée et de sortie, etc.
- •Suivre et gérer la performance opérationnelle des opérations touristiques afin de maximiser les revenus nets
- •Suivre et évaluer les retours clients et conduire des études de marché
- •Développer et maintenir des éléments d'information clés pour les visiteurs pour le parc (bulletins d'information, page Facebook, pages Web, publications media, panneaux de signalisation, etc)
- ·Assurer un reporting mensuel et annuel
- •Identifier des partenaires pour la croissance et la diversification de l'offre touristique (mise en œuvre et opération, distribution)

- Assurer la liaison avec l'équipe des Opérations
- •Développer et promouvoir un tourisme respectueux de l'environnement

#### 2. Activités Génératrices de Revenus

•Conduire des études de cas (en partenariat avec les départements Recherche, de Développement Communautaire et Conflit Homme Faune) afin d'identifier les activités génératrices de revenus les mieux adaptées à développer à travers le parc, en mettant l'accent sur : la viande de brousse durable, la pêche, la production de miel, l'exploitation forestière à petite échelle et d'autres espèces végétales dans la zone d'écodéveloppement du parc ainsi que sa périphérie.

- •Etudier et, le cas échéant, développer les ventes de crédits carbone en liaison avec le siège APN
- •Identifier les partenaires financiers ainsi que les investisseurs privés ou institutionnels
- •Développer, signer et gérer les accords avec des partenaires financiers et/ ou des investisseurs
- •Développer, signer et gérer les accords avec les partenaires de mise en œuvre
- •Identifier et exploiter les synergies avec les partenaires régionaux (WCS, WWF, etc.) dans le but de développer des chaînes de valeur durables au niveau national
- Assurer et maximiser l'accès au marché et la distribution des produits
- •Gérer et maximiser la performance opérationnelle et économique des activités génératrices de revenus
- •Assurer des reportings financiers et opérationnels mensuels et annuels de qualité
- •Assurer la conformité avec le Plan d'Aménagement du Territoire et les plans de développement locaux
- Assurer la conformité avec la stratégie d'engagement communautaire EEE+
- •Assurer une communication et une coopération constantes avec les département Développement Communautaire et Conflit Homme Faune

#### À quoi ressemble le succès en 5 ans

•25 %du budget du parc généré en recettes •Réseau durable, inclusif et efficace d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) en place autour du PNOK

 Entreprises établies, rentables, réplicables et durables

·Le commerce de la viande de brousse est sous contrôle et profite significativement au parc

 Diversification avérée et maximisation du potentiel touristique du PNOK, avec au moins deux sites opérés et un taux d'occupation minimum de 50%

 De solides relations avec les donateurs. les investisseurs, les partenaires d'exploitation, ainsi que les agents de voyages

 Des relations solides avec la communauté et le gouvernement

·Les revenus du tourisme et des AGR profitent aux communautés locales et permettent le développement d'un socle solide en faveur de la conservation ·Satisfaction et sécurité des visiteurs dans

Relations clés

le parc

•Direction du de parc

•Responsables du Développement Communautaire, de de la Recherche & Monitoring

•Responsable Marketing et Communication

•Partenaires gouvernementaux et institutionnels Donateurs et investisseurs

·Concessionnaires et partenaires touris-

tiques •Tour operators, agences de voyages et

partenaires commerciaux de voyage

•Partenaires régionaux d'APN (WCS, WWF, etc.)

•Autres membres de l'équipe de direction

Mesures et objectifs clés

·Les études Case sont menées en profondeur et les projets sont présentés à la direction d'OKNP avec une analyse claire et quantifiée pour permettre la prise de décision •Le plan de génération de revenus est conçu et mis en œuvre

•Croissance et reproductibilité des IGA

·Maximisation des synergies avec les partenaires régionaux et construction de chaînes de valeur nationales •Taux d'occupation et de satisfaction des produits touristiaues

 Avantages économiques pour les communautés locales •Emploi local et renforcement des capacités (95 % de main d'œuvre locale avec une formation dédiée en place) •Marketing solide et communication externe en place •Des procédures de santé et de sécurité sont en place Aucun incident n'a été enregistré

·Les relations avec les principaux intervenants du secteur du tourisme et des entreprises sont encadrées par des accords et des contrats clairement définis.

•Rapports de qualité fournis à temps

Capacités, compétences et expérience nécessaires pour le poste
•5y experience du développement des affaires en Afrique

avec des résultats exceptionnels prouvés •Compréhension approfondie des marchés africains et du

tourisme •Fortes capacités de marketing, de gestion et d'administration avec une expérience antérieure réussie (s)

•Expérience démontrable en gestion de projet •Fortes capacités d'analyse et d'organisation

défendre le projet

Capacité éprouvée d'innover

•Résultat motivé par une forte capacité de travail autonome •Joueur d'équipe avec la capacité de travailler avec des équipes multiculturelles et multide fond

·Haute capacité d'adaptation et de capacité de travail dans les régions éloignées

•Forte intégrité personnelle et fiabilité •Informatique (Excel, PowerPoint) •Bonne rédaction de rapports

•Capacité de produire des documents écrits professionnels en anglais et en Français à des fins de promotion et d'information

•Toute qualification tertiaire formelle pertinente ayant une pertinence pour le tourisme ou la gestion d'entreprise est









**CONGO** 

## La République a célébré ses 61 ans

Le jeudi 28 novembre 2019, le Congo a célébré le 61ème anniversaire de la proclamation de la République. Le territoire du Moyen-Congo, sous colonisation française, est devenu République le 28 novembre 1958, deux mois après le référendum constitutionnel du 28 septembre 1958, où le Congo s'était prononcé, à une écrasante majorité (99%), pour le «Oui» en faveur de la Communau-té proposée par le président français, le général Charles De Gaulle. La cérémonie de commémoration a eu lieu à la Place de la République (ex rondpoint CCF), à Brazzaville, sous le patronage du chef de l'Etat, Denis Sassou-Nguesso. Elle était placée sous le thème de la paix.

n présence de nombreux plénipotentiaires nationaux et étrangers accrédités, la cérémonie était animée par le musicien Zoba Casimir «Zao».

En rappel, c'est en 2010 que le Gouvernement a décrété la date du 28 novembre jour férié, pour commémorer la proclamation de la République de 1958. Il faut dire qu'après les événe-ments de 1963 ayant abouti au renversement du premier régime congolais, l'anniversaire de la République n'était plus célébré.

Seule la date du 15 août est restée célèbre et elle s'est même confondue avec les événements du 15 août 1963, pendant le régime du parti unique. Même la Conférence nationale souveraine de 1991 ne s'était pas souvenue de cette date pour la replacer parmi les repères importants de l'histoire du Congo.

Pour ce 61° anniversaire, le point central de cette solennité a été l'éloge de la République prononcé par Thierry Lézin Moungalla, ministre de la Communication et des médias.

La République est née dans un climat de violence verbale exacerbée, a-t-il dit. Malheureusement, «cette atmosphère délétère se mua en violence moins

**BOUENZA** 

de trois mois après que la République fut portée sur ses



Le couple présidentiel



Les officiels

fonts baptismaux. En février 1959, des émeutes meurtrières déclenchées à Brazzaville occasionnèrent près d'une centaine de morts, des dizaines de blessés et des dégâts matériels importants», a révélé Thierry Lézin Moungalla.

«La paix désigne l'entente amicale de tous les individus qui composent une société. Ainsi identifiée, elle n'implique pas l'absence de conflit, ce qui serait utopique. Elle est fondée sur la recherche calme et mesurée de solutions à toute difficulté inhérente à la vie en communauté. Ses outils sont l'écoute, la compréhension, le dialogue, mais aussi la négociation. Elle suppose, pour les individus comme pour la collectivité, la capacité à vivre sereinement avec l'autre, que cet «autre» soit lui-même un individu ou la société dans son ensemble», a poursuivi le ministre, soulignant le bien-fondé du thème de cette célébration. Pour lui, le Congo a connu l'effacement de la paix lors des différents conflits violents. «Nos institutions se sont effondrées; la Nation elle-même a manqué de peu de se désagréger. La paix ne peut être

circonscrite aux seules considérations politiques. Elle est également et, surtout, à hauteur d'homme, l'intérêt commun pour le développement. Cet intérêt prend ses racines dans la prospérité. La paix est une des conditions du développement économique. Elle est le cœur de l'économie. Sans paix, il ne peut exister une économie prospère. La paix est l'économie, et l'économie est la paix. Les guerres sont le dysfonctionnement le plus grave que peut subir l'économie. Elles sont le principal obstacle à l'existence de l'économie», a dit Thierry Lézin Moungalla.

Et d'ajouter: «La paix est une fleur délicate. Comme la rose de la fable, elle doit être semée et régulièrement entretenue. La paix doit également être cultivée grâce aux trésors de l'instruction civique, afin d'éclore dans les meilleures conditions. C'est seulement ainsi qu'elle permettra à l'ensemble des citoyens de vivre et de s'épanouir dans une République fraternelle, solidaire et apaisée», a-t-il conclu.

Cyr Armel YABBAT-NGO

#### Editorial

#### Nos ressources

iest un nouveau cycle qui s'ouvre. Nous avons eu l'époque de nos usines d'Etat, des sociétés publiques oui produisaient notre huile, nos tissus, nos allumettes... Toutes ont périclité, et pas seulement du fait que les contraintes libérales nous poussaient à gérer les choses autrement. Nous avons largement contribué à les faire couler par notre incroyable faculté à confondre le privé personnel et le public informe lorsqu'on est en face de la caisse.

Nous avons volé, détourné et braconné dans toutes ces unités de production qui auraient pu s'ajouter aujourd'hui aux atouts d'aujourd'hui. Nous ne produisons plus rien de ce que nous consommons, utilisons et employons: le made in Congo est un label en déshérence, comme qui dirait. Une marque qui ne sert plus, tant elle est invisible. Sauf peut-être pour le ciment et le sucre, produits par des sociétés privées. Nous avons inauguré une usine de fabrication du cuivre la semaine dernière. Boko Songho est venu à la lumière de l'actualité dans tous les sens du terme. Il est venu accrocher un symbole d'espoir à nos atouts du moment, qui continuent toutefois de reposer sur le pétrole et le bois. Boko Songho sera le symbole de ce que nous pourrons réussir ou non en un moment où nous savons que, plus que jamais, il nous faut regarder à la dépense. Nous montrer plus civiques dans

Boko Songho sera terre d'orqueil. Une mine, une usine de transformation de nos minerais : pour la première fois, nous transformons ce que nous extravons de nos sous-sols. Une première qui s'ajoute à l'autre fierté qui se dégage de notre exploitation en on shore du pétrole du Delta de la Cuvette. Deux orqueils qui en appellent d'autres et méritent que nous nous comportions à leur égard autrement que comme des prédateurs. Voir ces deux fiertés échouer est un luxe que le pays ne peut se permettre.

On a parlé de la malédiction du pétrole. Jamais expression n'aura été aussi impropre. Diamant, uranium, cobalt ou or: aucun produit du sous-sol profond ou des abysses maritimes n'a jamais été porteur d'aucune malédiction. C'est ce que nous faisons de l'argent, du pouvoir, du prestige et de la convoitise que suscitent ces ressources qui sont sources

C'est l'injuste partage de ces revenus qui est en cause, pas la générosité de Dieu-le-Créateur de toutes choses. Pourvu que nous tirions les leçons, nombreuses et impératives, de la répartition antérieure des autres ressources. Que nous ne poursuivions pas dans la même lancée des égoïsmes de toujours et de l'insouciance. Que nos richesses soient des atouts, pas des handicaps.

#### Albert S. MIANZOUKOUTA

## La SOREMI inaugurée, Mfouati désormais connecté au réseau électrique

La société de recherche et d'exploitation minière (SOREMI), première usine de transformation des minerais Congo, avec une capacité de 20 millions de tonnes, basée à Mbandza, une localité du district de Mfouati dans la Bouenza, a été officiellement inaugurée le 26 novembre 2019 par le président de la République, Denis Sassou-Nguesso, accompagné de son épouse Antoinette. La cérémonie a été couplée à la mise sous tension du réseau électrique de Mfouati dans le cadre du programme d'électrification de chefs-lieux de sous-préfectures. Les corps constitués nationaux, les ambassadeurs et chets de missions diplomatiques, notamment Ma Fulin, ambassadeur de Chine au Congo, Jiangyou Jiang, vice-président de China national gold group et président du conseil d'administration de la SOREMI, y ont pris part.

près le mot de bienvenu plein d'éloges du préfet de Na Bouenza, Jules Monkala Tchoumou, le président du Conseil d'administration de la SOREMI, Jiangyou Jiang, a promis de faire de celle-ci une société d'excellence en République du Congo. «Je contribuerai à renforcer la coopération entre celui-ci et le Gouvernement congolais dans le développement du secteur minier», a-t-il rassuré.

Les activités de l'usine seront centrées sur le traitement des polymétaux comme le zinc, le cuivre et le plomb. Le projet de construction de cette usine est achevé depuis le 27 août 2016, avec une capacité de production de vingt mille tonnes par an. Le coût d'investissement est évalué à 294, 290 millions de dollars américains. En octobre, c'était le démarrage de la production de cuivre, destiné entièrement à l'exportation.

Déclinant les différentes phases de la mise en œuvre de cette usine dont la partie congolaise ne détient que 10% du capital, le reste étant détenue par la partie chinoise, Pierre Oba a souligné que: «la première phase consacrée à la construction d'une usine de traitement des minerais de cuivre et la construction d'une ligne de haute tension de 108 KVA de 30KM pour alimenter l'usine, a nécessité 16 mois de travaux».

La deuxième qui a pris fin depuis 2018, a-t-il poursuivi, a été consacrée à la réalisation des essais



Le président de la République, pendant la visite



Une vue du complexe de la SOREMI

métallurgiques de zinc et de plomb à partir du gisement de Yakoubanza, situé à quelques kilomètres du site. La troisième a concerné la réalisation des usines de traitement et de production. Cette phase est en cours de finition. Elle dépendra, selon Pierre Oba, de la réussite des recherches géologiques et des minerais sulfureux de cuivre. Les prévisions de production étaient estimées, pour la phase 1, à 20 000 tonnes de cathodes de cuivre par an et celles de la phase 3 à 25 000 tonnes de cathodes de zinc et 20 000 tonnes de lingots de plomb par an.

La société emploie 1000 agents, dont 70% de Congolais. «La SO-REMI exerce ses activités selon le cadre légal et réglementaire en vigueur au Congo. Elle a également obtenu le certificat de conformité environnementale», a-t-il précisé. L'inauguration de la SOREMI a été couplée au lancement de la mise sous tension du réseau électrique de Mfouati qui précède celle très prochainement de Boko-Songho, dans le cadre du programme d'électrification de chefs-lieux de sous-préfecture. «C'est grâce à un concours exceptionnel de la présidence de la République. complété par une contribution modeste d'Energie électrique du Congo (E2C) que les travaux d'électrification ont pu être effectués», a révélé le ministre Serge Blaise Zoniaba, de l'Energie et de l'hydraulique.

Il a, en outre, attiré l'attention des populations sur le mode de consommation de cette denrée. tout en leur prodiguant quelques conseils à observer, parce que ce courant n'est pas gratuit. «Pour ne pas être surpris par les factures et confondre la surconsommation et la surfacturation, il faudra que les parents de Mtouati et Boko-Songho plus tard, apprennent à éteindre les ampoules pendant la journée et à les éteindre la nuit quand il n'y a personne dans une pièce; à veiller à brancher les équipements moins consommateurs d'énergie; de se garder d'acquérir les appareils de seconde main même s'ils viennent d'Europe; éviter les branchements pirates et de tirer le courant chez les voisins», a-t-il rappelé.

L'électrification de Boko-Songho, a indiqué le ministre, devrait être effectuée avant la fin de l'année. «La construction de la ligne Mfouati-Boko-Songho, longue de 30 km, va se poursuivre. Les supports nécessaires à la construction du réseau basse tension sont déià implantés», a fait savoir Serge Blaise Zoniaba.

C.A. Y-Ng.

#### **ECONOMIE**

#### La croissance devrait se maintenir à 3,2 % en 2019 et s'accélérer à 3,6 % en 2020, selon le FMI

La représentation du FMI au Congo a organisé pour la 3° fois consécutive, un colloque sur les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne et le Congo, mardi 26 novembre 219. Les débats ont été menés sous la conduite d'Alun H. Thomas, représentant résident du FMI.

es débats se sont appesantis sur «les perspectives du continent africain et du Congo», présenté par Honoré Nsongui-Tonadio, économiste à la représentation du FMI; «la nouvelle règlementation de change de la CEMAC», développé par Wilfrid Ossié, conseiller du directeur national de la BEAC, et «la stratégie du Gouvernement sur le payement de la dette intérieure», exposé par Bernard Ngazo, conseiller aux institutions financières nationales au ministère des Finances et du budget.

S'agissant de l'apurement de la dette intérieure, Bernard Ngazo a indiqué que pour pouvoir payer cette dette intérieure, il faudrait la connaître. «Cette connaissance doit passer par un audit. C'est ainsi qu'un audit a été effectué pour la maîtrise d'une partie de cette dette. Les résultats de cet audit sur cette partie de la dette permettront le payement», a-t-il dit.

«Pour le reste, les travaux continuent. Il est possible que le rapport sorte d'ici une dizaine de jours sur la deuxième partie de la dette. Concernant la partie auditée et validée, il est question de voir comment cela va se régler. Cette partie validée comporte deux aspects. Il y a la dette sociale qui concerne les pensions de retraite et la dette commerciale qui intéresse les entreprises. La totalité de la dette auditée est estimée à près de 360 milliards de francs Cfa, qui doivent être payés dans les prochaines semaines. Il puis 2017, sa dette avait un taux de 117 %. Cela avait poussé les autorités à signer un programme avec le FMI. Mais avec le cours du temps, les finances publiques s'améliorent au regard des



Les conférenciers

y a beaucoup de stratégies pour payer cette dette. On a choisi le mode de la titrisation. C'est une opération simple, c'est un mécanisme consistant à payer de façon progressive pour permettre aux entreprises de se refinancer auprès des investisseurs moyennant un effort appelé la décote. C'est la solution retenue par le Congo pour payer la dette. Le pays est obligé de s'endetter pour faire face aux remboursements des entreprises de façon étalée, parce que le Congo a un défi, ce-lui de permettre aux entreprises de relancer leurs activités», a-t-il poursuivi.

L'amélioration des perspectives économiques s'annonce bien, a dit quant à lui Honoré Nsoungui-Tonadio. «Le premier point visible, c'est le ratio de la dette en pourcentage sur le PIB. On avait fait remarquer que le Congo était un pays lourdement endetté. De-

contraintes et des mesures fixées pendant les négociations avec le Fonds. A partir de 2018 et 2019, partant des prévisions macroé-conomiques et avec l'assainissement des finances publiques, il y a eu une petite amélioration pour réduire la dette qui est passée de 117 % en 2017 à 78.5 % actuellement. Les progrès sont donc déjà là. En attendant les appuis budgétaires, le Congo peut améliorer sa situation macroéconomique. Les prévisions de 2020 sont acceptables actuellement, parce qu'il y a eu un relèvement de quatre points au niveau du PIB. Il passe de 2 % à 4,6 % pour 2020, en lien avec les prévisions pétrolières qui seront respectées, qui est un engagement du Gouvernement et il y a aussi une nette amélioration du secteur hors- pétrole».

Philippe BANZ

**VIE DES PARTIS** 

#### Dominique Basseyla (URC) exhorte le président de la République à faire acte de candidature en 2021

L'Union pour la restauration du Congo que dirige Dominique Basseyla a marqué sa rentrée politique par la tenue d'une Convention nationale du parti sur le thème: «Redynamisons notre parti pour les enjeux électoraux futurs». C'était le samedi 30 novembre dernier à l'hôtel de la préfecture de Brazzaville. En présence des responsables des partis libéraux, des leaders de la Convention des partis républicains (COPAR), ainsi que des militants mobilisés en grand nombre.

Sur les banderoles, on pouvait lire: «Avec l'URC, exhortons le président Denis Sassou-Nguesso à faire acte de candidature à la présidentielle de 2021»; «Le président Denis Sassou-Nguesso est un don de Dieu pour le Congo», fait curieux

pour un parti de l'opposition.

Dans son allocution, le président de l'URC, s'est vanté en affirmant que son parti soit la première formation politique à avoir demandé le changement de la Constitution du 20 janvier 2002. «Notre formation politique a également indiqué avec force que le président de la République est un don de Dieu pour le Congo. Cela doit interpeller la conscience du peuple congolais ainsi que des hommes et des femmes politiques pour comprendre que le Congo, pays béni de Dieu, ne peut être dirigé que par un homme choisi par Dieu lui-même», a-t-il indiqué.

«Aujourd'hui encore, nous réaffirmons cet appel. Nous invitons d'ailleurs les autres forces politiques, notamment celles regroupées au sein du pôle du consensus de Sibiti à se lever et créer un mouvement général de conscientisation et de mobilisation des citoyens pour s'approprier cette sollicitation, afin qu'elle devienne une expression de la volonté générale, pour le président de la République», a poursuivi Dominique Basseyla. Et d'ajouter: «L'URC est un parti

responsable qui combat toute entreprise de mise à mal de l'unité naun parti libéral et un parti centriste ou alors un groupement des partis socio-démocrates, un groupement des partis libéraux, un groupement des partis du centre», a-t-il proposé

L'URC salue le mouvement de dissolution et d'adhésion des partis au PCT. «Ce qui n'est d'ailleurs qu'une étape vers une réelle fusion donnant naissance à de nouvelles organisations politiques», a-t-il



Dominique Basseyla

tionale. Il s'agit donc de circonscrire les risques d'implosion ou de déchirure qu'ils font courir à notre pays». Le président de l'URC veut d'une réorganisation drastique des partis politiques sur la base des idéologies: la social-démocratie, le libéralisme et le centrisme. «Le paysage politique congolais se limitera à trois partis politiques ou trois groupements de partis politiques, à savoir: un parti social-démocratie,

S'agissant du dialogue national, le président de l'URC s'est opposé à un dialogue inclusif, mais plutôt politique. Il rappelle que selon la Constitution du 25 octobre 2015 et la loi organique, le Conseil national du dialogue ne peut débattre et se

prononcer que sur les grands pro-

blèmes d'intérêt national

Pascal AZAD DOKO

LA SEMAINE AFRICAINE, VOTRE JOURNAL ACHETEZ ET LISEZ-LE.







PDAC



BANQUE MONDIALE

MINISETERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE UNIE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

#### **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL**

DAON n° 002F-2019/PDAC

1 Le Gouvernement de la République du Congo a bénéficié du soutien financier de l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 ; et entré en vigueur le 30 avril 2018, après ratification de l'Accord de Financement signé le 20 septembre 2017. Ce financement est destiné, entre autres, à l'acquisition des motos pour les prestataires chargés du suivi encadrement des plans d'affaires du projet. 2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet invite, par le présent avis d'appel d'offres national, les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé anonyme avec la mention : acquisition du matériel de laboratoire de l'Ecole Nationale Supé-

rieure d'Agronomie et de Foresterie (ENSAF), lot unique.

Le soumissionnaire a l'obligation de soumissionner pour les deux lots distincts.

- 3. Le processus se déroulera conformément aux procédures d'appel d'offres national décrites dans les Directives: Passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA, Directives datées de Janvier 2011 révisées en juillet 2014 disponibles sur www.worldbank.org/procure.
- 4. Les fournisseurs intéressés peuvent examiner/ acquérir le dossier d'appel d'offres ou obtenir un complément d'information auprès de l'Unité Nationale de Coordination du Projet à l'adresse indiquée ci-après du lundi au vendredi entre 9 heures et 15 heures.
- 5. Les candidats intéressés peuvent acheter, le dossier d'appel d'offres rédigé en français à

l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement d'un montant non remboursable de 100.000 FCFA. Cette somme est payable en espèces contre un reçu, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet.

6. Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après au plus tard le lundi 30 décembre 2019 à 12 heures (heure locale). Les offres doivent être accompagnées d'une garantie d'offre sous forme de chèque certifié, de chèque de banque ou de garantie bancaire selon le modèle du DAO, d'un montant de 1 500 000 FCFA. Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

7. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le lundi 30 décembre 2019 à 12 heures 30 minutes à l'adresse indiquée ci-après :

Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 / E-mail: pdacmaep@gmail.com.



#### **VIOLENCES**

# Jacqueline Mikolo annonce la construction d'une maison de réhabilitation des femmes victimes de violence

«Oranger le monde: la génération égalité s'oppose au viol». Tel a été le thème de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard de la femme, célébrée le 29 novembre dernier en République du Congo. La cérémonie était patronnée par Mme Jacqueline Lydia Mikolo, ministre de la Santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, en présence de Mme Suze Percy Filippini, représentante de la FAO, coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Congo.

nstituée par les Nations Unies en 1999, cette Journée est célébrée le 25 novembre de chaque année. Son objectif est d'exhorter toutes les générations de tous horizons à faire preuve de la plus grande audace dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles.

Pour la ministre Jacqueline Lydia Mikolo, le choix porté sur le thème de cette célébration est justifié par le fait que le développement durable d'un pays nécessite la participation de tous: hommes et femmes. Cependant, «leurs rapports constituent soit un obstacle, soit un succès pour le développement d'un pays», a-t-elle

Selon elle, les violences exercées sur les femmes et les filles constituent une atteinte grave aux droits fondamentaux de la personne humaine. «Ces violences ne connaissent pas de clivages, ni géographiques ni socio-culturels, et font partie des affronts quotidiens que les filles et les femmes subissent dans le cercle familial, dans la rue, à l'école, au travail et

ailleurs», a indiqué Jacqueline Lydia Mikolo.

Elle a estimé que les violences basées sur le genre ne sont pas seulement une violation des droits humaines; «elles ont des répercussions considérables sur la société en termes de coût social, de productivité et de développement. Elles sont pour les femmes un facteur important d'analphabétisation, de marginalisation, d'exclusion et de grande pauvreté. Elles freinent leur accès à l'éducation, à l'emploi, à la maîtrise de leur sexualité et de leur fécondité. Elles freinent leur émancipation et leur autonomisation».

La ministre a rappelé que le Congo a connu ces dernières années des périodes de troubles sociopolitiques avec un accent sur les viols à l'endroit des femmes et des filles. «Plusieurs études démontrent la persistance des violences basées sur le genre malgré la disposition par notre pays d'un arsenal juridique de promotion et de protection des droits de la femme et de la fille. Toutefois, cet arsenal doit être ren-



S'impliquer davantage dans la lutte contre les vilences faites aux femmes

forcé pour construire une société plus juste, plus équitable et respectueuse des principes de la dignité de la personne humaine», a déclaré Jacqueline Lydia Mikolo.

Tout en lançant un appel à tous les acteurs et partenaires tant nationaux qu'internationaux à s'impliquer davantage dans la lutte pour l'élimination, voire l'éradication des violences basées sur le genre, la ministre a annoncé l'élaboration avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population, au cours de cette année, d'une stratégie nationale de lutte contre ces violences, ainsi que la construction d'une maison de réhabilitation des femmes victimes de violence.

Pour sa part, Mme Suze Percy Filippini a rappelé que les statistiques sont très alarmants: une femmes sur trois a subi des violences physiques ou sexuelles à un moment donné

de sa vie, le plus souvent de la part d'un partenaire intime. «Tout cela doit cesser! Et nous devons cesser d'être complice et perpétuer l'impunité! Il importe donc qu'ensemble, nous luttons afin de garantir les droits fondamentaux des femmes et des filles et, en particulier, leur droit de vivre en sécurité à l'abri de toutes formes de violences. Cette redevabilité que nous avons vis-à-vis de nos sœurs, de nos mères, de nos enfants doit nous conduire à interpeller la société et particulièrement le politique sur les actions menées et les mesures prises pour que la République du Congo respecte ses engagements internationaux», a martelé la coordonnatrice résidente du système des Nations

Cyr Armel YABBAT-NGO

#### **ENTREPREUNARIAT**

## Le patronat constate la persistance de la morosité de l'économie et des perspectives incertaines

Plus de 150 chefs d'entreprises réunis au sein de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (UNICONGO) se sont retrouvés en assemblée générale ordinaire le 21 novembre 2019 à Pointe-Noire. Pour débattre de la vie de l'association et élire le nouveau bureau exécutif. M. Alphonse Missengui a été élu président d'UNICONGO. Cette session a fait le constat de la morosité de l'économie congolaise qui persiste. Avec une forte dégradation des indicateurs économiques dans quasiment tous les secteurs d'activité.

u cours de leur assemblée générale, les patrons d'entreprises d'UNICONGO ont passé en revue le fonctionnement de l'Union, dans une rétrospective des actions accomplies et des préoccupations au cours de l'année. Au-delà du fonctionnement satisfaisant de l'Union à travers son secrétariat général et ses différentes fédérations en général, cette session a été caractérisée par le renouvellement des instances dirigeantes. Candidat unique, M. Alphonse Missengui (vice-président du bureau sortant) a été élu président d'UNICONGO, en remplacement de M. Christian Barros arrivé en fin de mandat. M. Christophe Pujalte (Groupe Bolloré) a été élu vice-président, tandis que M. Prosper Bizitou a été réélu au poste de trésorier.

Mais c'est plutôt la situation économique du pays en général et des entreprises en particulier qui a retenu l'attention des chefs d'entreprises lors de cette session. On se souvient qu'en début de cette année 2019 qui s'achève, les organismes spécialisés avaient annoncé des prévisions de croissance de 5%, sur la

base d'un baril de pétrole au prix de 50 à 60 dollars, et pour une production qui devait passer de 16,5 millions de tonnes en 2018 à 18 millions de tonnes en 2019. Ce, grâce principalement au gisement de Moho-Nord.

Cette croissance est restée malheureusement non inclusive de l'économie congolaise qui demeure de rente et extravertie. Elle n'a pas été perceptible dans les secteurs hors pétrole, tant du point de vue des emplois, du chiffre d'affaires que de l'investissement. Ce constat a été confirmé par une étude réalisée auprès des entreprises membres d'Unicongo par le Cabinet Ernest & Young

En effet, au regard des rapports publiés par toutes les fédérations professionnelles d'UNICONGO, il apparaît une baisse drastique continue des chiffres d'affaires dans tous les secteurs d'activité depuis 2015 et une chute des investissements et des importations. De ce fait, plus de 20.000 emplois directs ont été supprimés (licenciements) de 2015 à 2019, notamment dans les secteurs des bâtiments et travaux publics (RTP)



Les chefs d'entreprises

Il ressort du rapport moral d'UNI-CONGO que «la dette publique intérieure commerciale a été le principal facteur de la fermeture de nombreuses entreprises privées fournisseurs de l'Etat, tandis que la dette publique sociale et la destruction massive d'emplois a provoqué une forte chute de la demande intérieure qui affecte l'activité de tout le tissu économique congolais, avec des baisses de chiffres d'affaires ayant dépassé les 50% dans certains cas»

Les chefs d'entreprises attendent un apurement de cette dette publique intérieure pour relancer le secteur privé.

Par ailleurs, le patronat congolais s'est montré préoccupé aussi du climat des affaires en relevant le harcèlement permanent avec la multiplication et la superposition des contrôles de diverses natures, souvent hors des champs de compétences, et les redressements fiscaux et douaniers opérés sur la base des interprétations quelques fois hasardeuses des textes ou de dispositions illégales. «Les notes de services et les lettres circulaires sont devenues les principaux moyens utilisés par les administrations publiques pour créer des obligations à la charge des entreprises privées, dans des matières qui sont pourtant du domaine de la loi», ont constaté les patrons d'entreprises.

Il est constaté que tous les efforts du patronat en vue d'un véritable dialogue public-privé pour l'examen de toutes les préoccupations du secteur privé et de tous les dossiers avant les décisions des pouvoirs publics demeurent vains. Ainsi continue à se détériorer le climat des affaires, qui place le Congo au 180e rang mondial sur 190 pays. Dans presque tous les secteurs d'activité.

Jean BANZOUZI MALONGA

## Coup d'oeil en biais

#### Bras de fer ouvert entre les agents du Commerce et les commerçants

Depuis la publication des prix homologués par les pouvoirs publics, les commerçants ne s'accordent toujours pas avec les fonctionnaires du ministère du Commerce. Le 26 novembre dernier, une opération de contrôle dans les grands marchés a été lancée par l'administration du commerce qui a été mal perçue par les acteurs économiques.

## Le poste de péage d'Odziba fermé provisoirement

Le ministre de l'Equipement et de l'entretien routier, Emile Ouosso, a publié le 29 novembre dernier une décision qui ordonne la fermeture provisoire du poste de péage d'Odziba à compter du 2 décembre 2019. Ce poste est situé sur la Nationale n°2 reliant Brazzaville et les localités de la partie septentrionale du pays. La Nationale n° 2 se trouve actuellement dans un état de délabrement très avancé, notamment entre Brazzaville et Gamboma.

#### Le district de Mfouati désormais connecté au réseau électrique national

Le branchement de Mfouati, dans le département de la Bouenza, au réseau électrique national a été lancé le 26 novembre dernier. Les travaux d'électrification sont réalisés par la société Energie électrique du Congo, l'opérateur public, grâce au financement exceptionnel de la présidence de la République. D'après le ministre de l'Energie et de l'hydraulique, Serge Blaise Zoniaba, le chantier s'inscrit dans le cadre du programme d'électrification des chefs – lieux des sous –préfectures

#### Le Congo est porte-parole de l'Afrique centrale à la Cop 25 à Madrid en Espagne

Le Congo parlera au nom de l'Afrique centrale pour la préservation du Bassin forestier du Congo à la Cop 25 qui s'est ouverte lundi 2 décembre 2019 à Madrid (Espagne). A cette occasion, le Président Denis Sassou Nguesso annoncera l'opérationnalisation du Fonds Bleu, qui est un instrument financier de la Commission climat du Bassin du Congo, deuxième réservoir de carbone du monde. Le chef de l'Etat est présent à Madrid.

#### Les communautés du Pool seront appuyées par un nouveau projet de la Banque mondiale

A travers le fonds japonais de développement social, le Projet d'appui à la promotion des moyens de subsistance durable (PASD), financé par la Banque mondiale, sera mis en œuvre dans les districts de Kinkala, Mindouli et Goma Tsétsé, pour un montant de deux mille sept cent cinquante dollars, soit environ 1,5 milliard de francs Cfa. Ce projet consistera assister les communautés organises en coopérative, en l'occurrence les femmes et les jeunes. La session du comité de pilotage a été tenue le 27 novembre dernier à Brazzaville.

#### Inondations dans la Likouala: l'UDH-Yuki apporte son soutien aux populations sinistrées

Les inondations survenues récemment dans le département de la Likouala n'ont pas laissé de marbre le parti de Guy Brice Parfait Kolélas, l'Union des démocrates humanistes Yuki (UDH-Yuki). Dans un communiqué de presse parvenu à notre rédaction, cette formation politique adresse son soutien moral aux populations sinistrées. «L'Union des Démocrates Humanistes Yuki (UDH-Yuki) a appris l'effroyable nouvelle d'inondations survenues dans le département de la Likouala, suite à des pluies diluviennes causant la montée des eaux fluviales. C'est donc le cœur pris de compassion et de tristesse que l'UDH-Yuki adresse son soutien moral aux populations des localités sinistrées.

Puissent les femmes et les hommes de cette partie de notre territoire national, bien qu'affectés par ce drame, garder le sens du courage qui les a toujours caractérisés», dit le communi-

#### (Suite de la page Une)

il réalise de grands reportages avec abnégation.

Entre 2013 et 2014, il bénéficie d'une formation aux Etats-

Comme une étoile qui brille, en 2017, il est renommé directeur de l'information à la télévision nationale congolaise, poste qu il a occupé jusqu' à sa mort. Outre ses fonctions de directeur de l'information, ce talentueux journaliste humble.

Outre ses fonctions de directeur de l'information, ce talentueux journaliste, humble, et doté d'un esprit caustique, était attaché de presse au Commandement de la gendar-

merie.

La Semaine Africaine salue la mémoire d'un confrère apprécié de tous, grand "animateur" des rencontres entre confrères.

Que le ciel t'accueille à la dimension de ta personnalité, ton humanisme, ton intégrité, ta loyauté et surtout ton sens du devoir!

Affé MASS (Stagiaire)

## **DEVELOPPEMENT**

#### SANTÉ

#### Mieux lutter contre les médicaments contrefaits en Afrique centrale

ans le cadre du plan d'actions opérationnel de lutte contre les médicaments falsifiés et les circuits illicites des médicaments en Afrique Centrale 2016-2020, l'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (OCEAC) en partenariat avec la Banque mondiale ont organisé du 26 au 29 novembre 2019, à Brazzaville, un atelier de mise en place des inspections conjointes des établissements pharmaceutiques. But de cet atelier: définir un cadre de mise en œuvre des inspections en zone CEMAC.



Le présidium

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Pr Richard Biléko, représentant la ministre de la Population qui avait à ses côtés Dr Bernard Aimé Djitafo Fah, coordonnateur du programme sous-régional d'harmonisation des politiques pharmaceutiques en Afrique centrale, représentant le secrétaire exécutif de l'OCEAC, de Kasondé Lombé, délégué de la représentante de la Banque mondiale au Congo et de Guy Michel Mbemba, remplaçant le représentant de l'OMS au Congo.

L'atelier a permis aux participants de former les pharmaciens inspecteurs aux nouvelles techniques d'inspection. Ces experts ont appréhendé le fonctionnement de ce système d'inspection pharmaceutique performant d'une part, ainsi que les différents cadres d'inspections conjointe d'autre part



Les experts et les organisateurs

«Mettre à disposition des Etats membres de la CEMAC une représentation commune pour permettre à l'ensemble des populations de la sous-région d'avoir accès à des produits pharmaceutiques sûrs, efficaces, de bonne qualité et à moindre coût, tel est l'objectif principal de la Politique pharmaceutique commune (PPC)», a indiqué Dr Bernard Aimé Djitafo Fah.

Au nom de la représentante de la Banque mondiale, Kasondé Lombé a relevé que le marché des médicaments contrefaits était en croissance, les faux médicaments étant le commerce le plus lucratif de produits copiés illégalement. Aujourd'hui, environ 42% des médicaments considérés falsifiés ou contrefaits se retrouvent dans le continent africain. Selon un rapport financé par l'Union européenne en 2018, des dizaines de milliers de personnes en Afrique meurent chaque année des suites de faux médicaments et de médicaments contrefaits.

Guy Michel Mbemba de son côté a souligné que quels que soient leurs types, des systèmes de santé de base des pays les plus pauvres aux systèmes nationaux hautement développés de sécurité sociale des pays les plus riches, tous les systèmes de santé ont reconnu les avantages thérapeutiques et économiques du médicament. Les progrès réalisés depuis plus d'un siècle, a-t-il précisé, ont donné à chaque être humain le potentiel de vivre longtemps, en bonne santé. Il existe un traitement pharmaceutique efficace pour la plupart des principales maladies infectieuses y compris les infections respiratoires aiguës, le Vih/ sida, le paludisme, les maladies diarrhéigues, la tuberculose et les médicaments de la rougeole.

Mais le Pr Richard Biléko a relevé que la politique pharmaceutique du Congo est en cours de redéfinition pour être totalement en harmonie avec la politique pharmaceutique commune, c'est dans ce cadre que le chemin national de l'approvisionnement est également revu, que la centrale a été mise en chantier et se développe progressivement ainsi que tout le secteur public-privé qui est en pleine mutation. Le représentant de la ministre de la Population a également rappelé qu'en 2016, le Congo a fait une déclinaison nationale des procédures d'inspection de la CEMAC. Le Congo a déjà pris un texte concernant l'homologation des médicaments.

Aybienevie N'KOUKA-KOUDISSA

#### Qui me répondra?

La condition sociale des femmes au Congo: problème de société ou de gouvernance?

Yolande Apendi-Mboualé (Ngamakosso, Brazzaville)

«Le Développement est le nouveau nom de la Paix» (Pape Paul VI)

**ETATS-UNIS/CONGO** 

## Soutenir ensemble la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources forestières...

Le Gouvernement des Etats-Unis et la République du Congo ont procédé à la signature d'un accord de subvention le 27 novembre 2019 à Brazzaville. Les documents ont été signés par Paul Sabatine, directeur de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, en présence de Todd Haskell, ambassadeur des Etats-Unis au Congo. Le but est de soutenir la conservation de la biodiversité, la gestion durable des ressources forestières et le développement de l'entreprenariat dans le secteur de l'économie verte.

et accord porte une valeur de 5 millions de dollars par année pour une durée de cinq ans allant du 1er octobre au 30 septembre 2024. Il décrit les objectifs de partenariat pour le développement entre le Gouvernement des Etats-Unis et celui de la République du Congo; permet de soutenir l'évolution des politiques résilientes au climat, à la conservation de la biodiversité, à la gestion durable des forêts et à l'amélioration du stock de carbone des forêts. «Cet accord est une marque supplémentaire de la volonté et de la détermination de mon Gouvernement à renforcer notre coopération bilatérale. Il permettra de contribuer à la réalisation des objectifs fixés dans le plan national

de développement 2018-2022 de la République du Congo à travers ses deux piliers principaux: la diversification de l'économie et la valorisation du capital humain», a dit Todd Haskell.

Paul Sabatine, pour sa part a déclaré: «Plusieurs résultats sont attendus pour cet accord. La création d'entreprise et d'industrie basée sur le modèle économique durable qui soutient la conservation de la biodiversité et réduit la destruction des forêts, l'amélioration de l'environnement propice au développement de l'économie verte et les communautés et les peuples autochtones, tire les bénéfices économiques de ces entreprises et industries».

Pour la ministre Ingrid Olga Ghis-



Ingrid Ebouka-Babackas et Paul Sabatine

laine Ebouka-Babackas, cet accord permettra aux deux pays de cheminer ensemble vers un objectif clair: la gestion durable des ressources forestières et de la biodiversité, pour le bien-être des populations riveraines, autochtones et locales. Prélude à l'accord, des échanges ont eu lieu au cours de cette année entre la ministre du Plan et l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo. Ces échanges étaient suivis de plusieurs séances de travail entre les experts du ministère en charge du Plan, ceux

de l'ambassade des Etats Unis et de l'USAID. Le portefeuille de cet accord vient s'ajouter au cent vingt-cinq millions de dollars que les Etats-Unis ont déjà investi ces cinq dernières années au Congo pour soutenir la gestion durable des ressources naturelles.

A rappeler que la cérémonie de signature s'est déroulée devant les ministres Rosalie Matondo, de l'Economie forestière et Arlette Soudan Nonault du Tourisme.

Vitia KOUTIA (Stagiaire)

#### **AIRES PROTÉGÉES**

### Mettre en place des mécanismes de financement durable

e ministère de l'Economie forestière, en collaboration avec le projet régional de financement durable des aires protégées du Bassin du Congo, partenariat pour la conservation de la biodiversité, a organisé du 26 au 27 novembre 2019 un atelier de validation de la stratégie nationale de financement durable des aires protégées, du plan national de

communication, de plaidoyer et de leurs plans d'actions. Les travaux ont été ouverts par Pierre Taty, directeur de cabinet de la ministre de l'Economie forestière, en présence de Mme Emma N'gouan-Anoh, représentant résident adjointe du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Congo, Roger Mbété. conseiller à la faune et aux aires protégées et Frédéric

**Maître Giscard BAVOUEZA-GUINOT Notaire** Titulaire d'un office notarial sis 30, Avenue Nelson MANDELA

Centre-ville, Brazzaville.

Tél.: (00242)04.418.20.81/06.540.59.45; B.P.: 15.244 -

E-mail: etudegiscardbavouezaguinot@gmail.com

Bokandza Paco, directeur général de l'agence congolaise de la faune et des aires protégées (ACFAP).

L'atelier a regroupé des participants venus des administrations publiques et des organisations de la société civile, ainsi que des organisations internationales s'occupant de la conservation de la biodiversité. Ils ont procédé à une appréciation technique des documents



Pierre Taty

(à côté de l'ex-FOREVER LIVING, non loin de l'Agence Française de Développement),

République du Congo **ANNONCE LEGALE** 

## **CONSTITUTION** «E.R.I. CO» S.A.R.L. U.

Société A Responsabilité Limitée / Au Capital de 10.000.000 FRANCS CFA Siège Social: Avenue cité des 17, quartier 713, Moukondo Mazala, Brazzaville. RCCM: CG-BZV-01-2019-B1300212, REPUBLIQUE DU CONGO.

#### CONSTITUTION

Suivant acte authentique reçu par Maître | Giscard BAVOUEZA-GUINOT, Notaire en la résidence de Brazzaville, le 08 novembre 2019, enregistré au bureau des domaines et du timbre à Brazzaville, le 19 novembre 2019, sous Folio 204/2, numéro 1657, il a été constitué une société commerciale présentant les caractéristiques suivantes:

Forme Sociale: Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle (S.A.R.L. U.); **Dénomination:** «E.R.I.CO»;

Capital Social: DIX MILLIONS (10.000.000) de FRANCS CFA, divisé en mille (1.000) parts de dix mille (10. 000) FRANCS CFA chacune numérotées de 1 à 1000, toutes attribuées à l'associé unique:

Siège social: avenue Cité des 17, quartier 713, Moukondo Mazala. République du Congo:

Objet social: La société a pour objet en tous pays, notamment dans les Etats parties au traité OHADA et plus particulièrement en République du Congo:

\* Le bâtiment; \* Les travaux publics; \* Le génie civil; \* Les conseils-expertises; \*Le forage; \*Le dépôt de boisson; \*La chambre froide; \*La boulangerie; \*L'hôtellerie; \*L'agriculture; \*L'élevage; L'agro-alimentaire.

Durée: quatre-vingt-dix-neuf (99) années, compter de l'immatriculation au Régistre du Commerce et du Crédit Mobilier, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus par

Déclaration notariée de souscription et de versement: aux termes d'une déclaration de souscription et de versement reçue par Maître Biscard BAVOUEZA-GUINOT, le 08 novembre 2019 et enregistrée au bureau des domaines et du timbre, à Brazzaville, le 19 novembre 2019, sous folio 204/3, numéro 1658 il a été constaté que toutes les parts souscrites ont intégralement été libérées par l'associé unique;

Gérance: aux termes d'un procès—verbal d'Assemblée Générale constitutive en date à Brazzaville du huit novembre 2019, Monsieur MACKELA René, de nationalité congolaise demeurant à Brazzaville, a été désigné comme premier gérant;

Dépôt légal a été effectué, par les soins du Notaire soussigné, au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 21 novembre

Immatriculation au RCCM: La société est immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de Commerce de Brazzaville le 21 novembre 2019, sous le numéro CG-BZV-01-2019-B1300212. Fait à Brazzaville, le 22 novembre 2019

Pour avis,

Maître Giscard BAVOUEZA-GUINOT, Notaire.

relatifs à la stratégie de financement durables des aires protégées... Après analyse, les experts ont validé avec amendements les différents documents soumis à leur appréciation. Le Congo compte à ce jour 16 aires protégées

qui couvrent une superficie d'environ quatre millions d'hectares, soit à peu près 11.5 % du territoire national. Ce taux devrait être amélioré avec la promulgation en perspective du décret créant le parc national d'Ogooé Léketi, situé à cheval sur les départements de la Lékoumou et des Plateaux, précisément dans les districts de Lékana Zanaga et Bambama.

Ouvrant les travaux, Mme Emma N'gouan-Anoh a rassuré: «La stratéaie de financement durable des aires protégées se positionne comme un outil d'aide à l'opérationnalisation des mécanismes de financement durable et la mobilisation des ressources financières additionnelles en faveur des systèmes des aires protégées. des écosystèmes associés des aires protégées et des communautés riveraines. L'enieu est donc de taille. Le PNUD travaillera à vos côtés en vue d'améliorer la viabilité financière des aires protégées du Congo».

Pour sa part, Pierre Taty, a souligné: «Les aires protégées de notre sous-région manquent manifestement de financements conséquents pour permettre la mise en œuvre effective des programmes de conservation. de recherche, de promotion de l'écotourisme et de rendre opérationnel le plan de convergence de la COMIFAC. C'est pour cette raison qu'il est impérieux de rechercher des mécanismes novateurs de financement durable. non seulement pour la conservation et la valorisation de nos aires protégées. mais également pour la promotion des activités alternatives, génératrices de revenus pour les populations riveraines», a-t-il dit.

Philippe BANZ

**CLIMAT** 

## Les dirigeants du monde réunis à Madrid pour la COP25

La XXV<sup>ème</sup> Conférence des Nations unies sur le climat (COP25) s'est ouverte lundi 2 décembre 2019 à Madrid, en Espagne. Elle réunit les chefs d'Etat et de Gouver-nement du globe autour du secrétaire général de l'ONU. Jusqu'au 13 décembre, les dirigeants de la planète réfléchiront sur les enjeux liés au climat, avec un accent sur les principaux engagements pris en 2015 à Paris, en France, pour la mise en place des politiques réelles en vue de la réduction de l'émission des gaz à effet de serre. A ce jour, en dépit de multiples rencontres sur le sujet, le constat demeure encore alarmant.

a capitale espagnole a été choisie après le désiste-ment de Santiago du Chili pour cause d'instabilité politique, pour abriter la COP25. Avant le Chili, le Brésil, seul candidat en lice à l'époque, avait annoncé qu'il renonçait à organiser le sommet de cette COP, qui outre les diplomates, les «Conférences des parties», nom officiel des COP, rassemble des milliers de délégués issus de la société civile et des ONG, des syndicats, des partis notamment venus convaincre les négociateurs of-ficiels. En effet, l'objectif est de convaincre les Etats de rehausser leurs engagements en 2020 pour tenir les objectifs de l'Accord de Paris, soit un réchauffement «nettement en-dessous de deux degrés» par rapport à l'ère préindustrielle et si possible 1,5 degré.

La veille de l'ouverture, di-



Bien que les grands pollueurs du monde soient connus, les dirigeants des Etats ne parviennent pas à élaborer de vraies politiques susceptibles de mettre fin à la dévastation de la nature, pour sa véritable protection. Les Etats ont l'obligation de convaincre les partenaires financiers et les bailleurs. Fait aussi obstacle. la vision de certains dirigeants du

monde ramant à contre-courant des engagements pris pour réduire les gaz à effet de serre à 45% à partir de 2020. Il y a des Etats qui ne veulent pas respecter ces engagements actés dans l'Accord de Paris, issu de la COP21. Avec une vision prophétique, le Pape François a, dans son encyclique Laudato Si, publiée d'ailleurs l'année où s'est tenue en France la 21ème COP, souligné l'impérieuse nécessité pour tous de sauvegar-

au moment où en Afrique, l'assèchement très avancé du Lac Tchad figure en première ligne des défis environnementaux actuels du continent. Outre celles de Paris (France) en 2015 et de Katowice (Pologne) en 2018, elle fait suite aux COP22 et 23, respectivement à Marrakech (Maroc) en 2016 et à Bonn (Allemagné) en 2017.

**NGOUMA** 

#### 49° REUNION DU COMITE CONSULTATIF DE L'UNSAC

### Les changements climatiques au cœur de la rencontre

La 49° réunion du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) s'est tenue du 25 au 29 novembre 2019 à Luanda, en Angola. Les changements climatiques, question cruciale de plus en plus considérée comme un sujet de grande préoccupation pour les Etats de la sous-région, a été l'un des principaux thèmes de cette rencontre.

es échanges ont tourné sur l'impact de ce phénomène sur la paix et la sécurité. Au-delà du partage des expériences sur ses manifestations dans les pays d'Afrique centrale, il s'est agi d'envisager des pistes collectives pour y faire face, sachant que toutes les couches sont concernées. L'objectif 13 des Objectifs de développement durable (ODD) consacré à la lutte contre les changements climatiques souligne que «les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus touchées». Et que «sans action, la température moyenne à la surface du monde devrait dépasser les 3 degrés centigrades ce siècle». Les participants ont aussi soulevé la question de la situation géopolitique et sécuritaire en

Afrique centrale, y compris les développements politiques et institutionnels des six derniers mois ainsi que les enjeux liés à la gouvernance, aux processus électoraux, à la situation humanitaire, aux droits de l'homme et à la sécurité intérieure et transfrontalière. Le Secrétariat général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) a présenté un rapport qui a servi de base aux échanges sur ces différents dossiers. En outre, le

autres personnalités de l'ONU et des représentants des Organisations régionales et internationales.

La première partie des travaux a été dirigée par la ministre d'Etat chargée des Affaires étrangères de la RDC, Mme Marie Tumba Nzeza, dont le pays assure la présidence en exercice du Comité depuis la 48e réunion tenue à Kinshasa du 27 au 31 mai de cette année. Elle a passé le relais à son homologue Manuel Domingos



Les participants à la clôture des assises

rapport a fait un état des lieux dans les 11 Etats membres du

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale. François Louncény Fall, y a pris part ainsi que plusieurs

Augusto d'Angola, qui occupera ce poste jusqu'à la 50° session de l'UNSAC prévue durant le premier semestre 2020.

> **Esperancia MBOSSA-OKANDZE**

#### Maître Giscard BAVOUEZA-GUINOT

Notaire

Titulaire d'un office notarial sis 30, Avenue Nelson MANDELA (à côté de l'ex-FOREVER LIVING, non loin de l'Agence Française de Développement), - Centre-ville, Brazzaville.

Tél.: (00242)04.418.20.81/06.540.59.45; B.P.: 15.244 - E-mail: etudegiscardbavouezaguinot@gmail.com République du Congo

## **ANNONCE LEGALE** CONSTITUTION

## «E.R.I. CO» S.A.R.L. U.

Société A Responsabilité Limitée Au Capital de 10.000.000 FRANCS CFA Siège Social: Avenue cité des 17, quartier 713, Moukondo Mazala, Brazzaville. RCCM: CG-BZV-01-2019-B1300212, RÉPUBLIQUE DU CÓNGO.

#### CONSTITUTION

Suivant acte authentique reçu par Maître Giscard BA- | \*L'agro-alimentaire. VOUEZA-GUINOT, Notaire en la résidence de Braz- Durée: quatre-vingt-dix-neuf (99) années, compter zaville, le 08 novembre 2019, enregistré au bureau des de l'immatriculation au Registre du Commerce et du domaines et du timbre à Brazzaville, le 19 novembre | Crédit Mobilier, sauf cas de dissolution anticipée ou 2019, sous Folio 204/2, numéro 1657, il a été constitué prorogation prévus par les statuts une société commerciale présentant les caractéristiques

Forme Sociale: Société A Responsabilité Limitée

Unipersonnelle (S.A.R.L. U.); «E.R.I.CO» : <u>Dénomination</u>

Capital Social: DIX MILLIONS (10.000.000) de FRANCS CFA, divisé en mille (1.000) parts de dix mille (10.000) FRANCS CFA chacune numérotées de 1 à 1000, toutes attribuées à l'associé unique;

Siège social: avenue Cité des 17, quartier 713, Moukondo Mazala, République du Congo;

Objet social: La société a pour objet en tous pavs. notamment dans les Etats parties au traité OHADA et plus particulièrement en République du Congo:

- \* Le bâtiment:
- \* Les travaux publics;
- \* Le génie civil;
- \* Les conseils-expertises;
- \* Le forage;
- \* Le dépôt de boisson;
- \* La chambre froide:
- \* La boulangerie;
- \* L'hôtellerie; \* L'agriculture;
- \* L'élevage;

Déclaration notariée de souscription et de versement: aux termes d'une déclaration de souscription et de versement recue par Maître Giscard BAVOUE-ZA-GUINOT, le 08 novembre 2019 et enregistrée au bureau des domaines et du timbre, à Brazzaville, le 19 novembre 2019, sous folio 204/3, numéro 1658 il a été constaté que toutes les parts souscrites ont intégralement été libérées par l'associé unique;

Gérance: aux termes d'un procès-verbal d'Assemblée Générale constitutive en date à Brazzaville du huit novembre 2019, Monsieur MACKELA René, de nationalité congolaise, demeurant à Brazzaville, a été désigné comme premier gérant ;

Dépôt légal a été effectué, par les soins du Notaire soussigné, au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 21 novembre 2019;

Immatriculation au RCCM: La société est immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de Commerce de Brazzaville le 21 novembre 2019, sous le numéro CG-BZV-01-2019-B1300212.

Fait à Brazzaville. le 22 novembre 2019

Pour avis,
Maître Giscard BAVOUEZA-GUINOT, Notaire.



gagements liés à la sauvegarde de la planète, «notre maison commune» comme l'appelle le Pape François. Le numéro 1 de l'ONU constate amèrement que les moyens à déployer pour faire baisser l'émission des gaz à effet de serre n'ont pas suivi les déclarations et engagements pris jusqu'ici par les Etats, notamment depuis la COP21 à Paris. Pour lui, «il faut arrêter la guerre contre la nature».

der la planète.

La rencontre de Madrid se tient

**Aristide Ghislain** 

#### **DIPLOMATIE**

## Reprise du dialogue entre le Gabon et l'Union européenne

Interrompu par le pouvoir gabonais, suite à la remise en cause par l'Union européenne (UE) de la réélection d'Ali Bongo Ondimba en 2016. le dialogue entre le Gabon et l'Union européenne a repris. C'est par une cérémonie officielle présidée par le Premier ministre Julien Nkoghé Békalé, lundi 25 novembre 2019 à Libreville, qu'a été marquée cette reprise.

tte reprise permet aux deux parties d'engager des réflexions sur les questions relatives aux droits de l'homme, aux libertés fondamentales, à la gouvernance démocratique et aux élections. Les débats sont sous la gouvernance d'Alain Claude Bilie-By-Nze, ministre gabonais des Affaires étrangères et de Rosario Bento Pais, représentante de l'Union européenne au Gabon.

Le gouvernement gabonais précise que c'est le Président Ali Bongo Ondimba qui a été le principal architecte de la reprise de ce dialogue politique.



A l'ouverture du dialogue

Cependant, sur les raisons qui ont motivé cette reprise, rien n'a filtré, aussi bien du côté de Libreville que de la représentation de l'Union européenne dans ce pays.

Le Gabon avait interrompu le dialogue avec l'UE après l'adoption d'une résolution par le Parlement européen remettant en cause la réélection d'Ali Bongo Ondimba à la tête du pays en 2016. Les eurodéputés avaient estimé à l'époque que le scrutin présidentiel du 27 août ayant abouti à la victoire du Président sortant avait man-

qué «de transparence», ce qui à leurs yeux remettait «en cause la légitimité» du vainqueur. La résolution avait été favorablement accueillie par l'opposant Jean Ping qui continue de se considérer comme le président élu du Gabon.

Bruxelles avait par ailleurs demandé en octobre 2017 l'ouverture d'une «enquête indépendante» sur les violences post-électorales. Libreville avait dénoncé une «ingérence inacceptable».

M.M.M.







MINISETERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

#### PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNIE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

## Avis d'Appel d'Offres National

DAON n° 002F-2019/PDAC

- 1. Le Gouvernement de la République du Congo a bénéficié du soutien financier de l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017; et entré en vigueur le 30 avril 2018, après ratification de l'Accord de Financement signé le 20 septembre 2017. Ce financement est destiné, entre autres, à l'acquisition des motos pour les prestataires chargés du suivi encadrement des plans d'affaires du projet.
- 2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet invite, par le présent avis d'appel d'offres national, les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé anonyme avec la mention: acquisition

du matériel de laboratoire de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie et de Foresterie (EN-SAF), lot unique.

Le soumissionnaire a l'obligation de soumissionner pour les deux lots distincts.

- 3. Le processus se déroulera conformément aux procédures d'appel d'offres national décrites dans les Directives: Passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA, Directives datées de Janvier 2011 révisées en juillet 2014 disponibles sur www.worldbank.org/procure.
- 4. Les fournisseurs intéressés peuvent examiner/acquérir le dossier d'appel d'offres ou obtenir un complément d'information auprès de l'Unité Nationale de Coordination du Projet à l'adresse indiquée ci-après du lundi au vendredi entre 9 heures et 15 heures.

- 5. Les candidats intéressés peuvent acheter le dossier d'appel d'offres rédigé en français à l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement d'un montant non remboursable de 100.000 FCFA. Cette somme est payable en espèces contre un reçu, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet.
- 6. Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après au plus tard le lundi 30 décembre 2019 à 12 heures (heure locale). Les offres doivent être accompagnées d'une garantie d'offre sous forme de chèque certifié, de chèque de banque ou de garantie bancaire selon le modèle du DAO, d'un montant de 1 500 000 FCFA. Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.
- 7. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le lundi 30 décembre 2019 à 12 heures 30 minutes à l'adresse indiquée ci-après:

Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 / E-mail: pdacmaep@gmail.com.

Fait à Brazzaville.

Le Coordonnateur National,

**Isidore ONDOKI** 

#### **APPELS A CANDIDATURE**

Membre d'un Groupe International et important Etablissement financier de la place, recherche pour son siège à Brazzaville:

#### **Deux inspecteurs juniors**

Sous la Direction du responsable de l'Audit Interne et Inspection, les inspecteurs juniors auront pour mission:

- Préparer et réaliser des missions d'audit interne et d'inspection;
- Rédiger des rapports d'audit et d'inspection;
- Formuler et faire suivre des recommandations.

#### Activités liées au poste:

- Contrôler la régularité et la sincérité des données comptables et des dossiers;
- Reporter les informations qui concourent à la fiabilité des résultats;
- Assurer une veille sur des domaines de gestion sensibles ou présentant un intérêt pour la banque notamment en matière de réglementation bancaire et de bonnes pratiques;
- Assurer la retransmission commentée des informations au sein des équipes;
- Assister les inspecteurs/auditeurs séniors et chefs de mission dans la réalisation des missions;
- Participer à la réalisation des plans de mission;
- Réaliser les travaux de recherche et d'investigation;
  Rédiger les premières synthèses de travail.

#### Profil

De formation universitaire BAC+4/5 en Audit interne, finances et comptabilité ou diplôme équivalent avec une expérience d'au moins un an dans le métier d'audit idéalement dans un cabinet d'audit ou une banque. Savoir: - Avoir des connaissances en audit et conseil en système d'information;

- Avoir des connaissances en gestion, comptabilité et finance:
- Avoir des connaissances en langage de programmation;

- Avoir des connaissances en gestion de projet;
- Connaitre les référentiels (COBIT, ITIL, CMMI, eSCM,

#### Savoir-faire:

- Avoir la maîtrise de MS office (connaissances approfondies de Excel et Access);
- Avoir la pratique de la réglementation CEMAC;
- Concevoir un programme de mission d'audit;
- Préparer les éléments nécessaires à un audit:
- Transmettre des éléments nécessaires à un audit;
- Avoir la connaissance de la norme ISO, ISAE, ...

#### Savoir-être

- Avoir l'esprit d'analyse;
- Être disponible;
- Avoir un bon sens organisationnel;
- Être rigoureux;
- Être intègre;
- Avoir le sens du questionnement.

#### Un Auditeur Système d'Information junior

Sous la Direction du responsable de l'Audit Interne et Inspection, l'auditeur Système d'Information junior aura pour mission d'évaluer les risques liés aux systèmes d'information nécessaires au fonctionnement de l'entreprise.

#### Activités liées au poste:

- Faire la gouvernance des systèmes d'information;
- Faire l'audit informatique;
- Faire l'audit d'application du logiciel de l'entreprise;
- Faire l'audit de projet;
- Faire la revue de migration des systèmes;
- Faire l'audit de conformité réglementaire;
- Faire la revue de processus informatisés sous l'angle du contrôle interne métier;
- Gérer les accès, les habilitations et de la séparation des tâches dans les systèmes d'information;

- Faire de l'analyse des données.

#### Profil:

De formation universitaire BAC+4/5 en Audit avec une expérience d'au moins 1 an à un poste similaire. Savoir:

- Avoir des connaissances en audit et conseil en système d'information;
- Avoir des connaissances en gestion, comptabilité et finance;
- Connaissance des métiers / produits / services bancaires;
- Avoir une maîtrise des techniques d'audit;
- Maîtrise de la réglementation bancaire:
- Avoir une vision transversale des métiers de la banque.

#### Savoir-faire:

- Avoir la maîtrise de MS office (connaissances approfondies de Excel et Access);
- Avoir la pratique de la réglementation CEMAC;
- Avoir la connaissance de la norme ISO, ISAE, ...

#### Savoir-être:

- Avoir la Capacité de structuration et de restitution de l'information et d'analyse (esprit de synthèse)
- Être disponible;
- Avoir la capacité à travailler en équipe;
- Avoir un bon sens organisationnel;
- Être rigoureux;
- Être intègre;
- Avoir l'esprit de curiosité;
- Avoir le sens du questionnement.

#### Composition des dossiers de candidature:

- CV, lettre de motivation et diplôme.
- Les dossiers de candidatures doivent être envoyés, au plus tard le 06 décembre 2019, l'adresse suivante: frecrutement2018@gmail.fr

Aucun dossier ne sera pris en compte passé ce délai.

#### ARCHIDIOCESE DE BRAZZAVILLE

## 55 ans des Fraternités catholiques

Il y a 55 ans furent créées les Fraternités catholiques du Congo. Pour commémorer cet événement qui eut lieu en 1964, Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, a présidé une messe à la Place mariale de la cathédrale Sacré-Cœur, le samedi 23 novembre 2019. Concélébrée par quatorze prêtres, dont l'abbé Maurice Misère Guenole, aumônier diocésain des fraternités féminines et masculines de Brazzaville, cette messe a été marquée par l'émission de la promesse de 226 membres de différentes fraternités catholiques féminines et masculines de Brazzaville. Une délégation venue de Pointe-Noire a été comptée parmi les participants à la messe animée par la chorale diocésaine des fraternités féminines.

gr Anatole Milandou a fait la genèse des fraternités et relevé les grands moments qui ont jalonné leur parcours en ce que l'initiative est née d'anciennes élèves de l'école Anne Marie Javouhey, structure scolaire tenue par les religieuses de la Congrégation des sœurs de Saint Joseph de Cluny.

Mme Sidonie Alouna Nsayi, présidente diocésaine des fraternités féminines de Brazzaville, a prononcé le mot de bienvenue: «Voici 55 ans que les mamans cheminent ensemble. Elles ont connu des hauts et des bas, des moments de joie, des moments d'épreuve. Mais par la grâce de Dieu, elles tiennent bon. La fraternité Sainte Monique, 3ème née, a donné naissance à la première fraternité masculine, Saint Augustin. A ce jour, l'archidiocèse de Brazzaville compte 43 fraternités féminines et 13 fraternités masculines.» A signaler qu'au cours de cette messe, deux fraternités féminines et une fraternité masculine ont fait leur sortie officielle. De même, 200 membres des fraternités féminines et 26 membres des fraternités masculines ont émis leur promesse.

C'est l'abbé Ferelle Brice Aldrin Malonga, aumônier diocésain adjoint des fraternités féminines et masculines de Brazzaville, qui a prononcé l'homélie. «Au regard de l'âge que nous prenons irréversiblement dans la fraternité, chacun et chacune de nous est invité à s'interroger avec beaucoup d'humilité et de courage : jusqu'où va ma fidélité au Christ dans la fraternité? Mon engagement dans la fraternité, à la suite du Christ est-il total ou à moitié? Qu'ai-je fait de mes engagements baptismaux et de mon engagement dans la fraternité? Mon engagement dans la fraternité, à la suite du



Mgr Anatole Milandou

nités féminines et le président diocésain des fraternités masculines de Brazzaville, suivi du dialogue entre l'aumônier diocésain et les 226 candidats à la promesse. Ce rite a été clôturé par la bénédiction des signes distinctifs de leur appartenance à la famille des



L'aumônier diocésain transmettant la lumière à une nouvelle adhérente

Christ, a-t-il atteint son hapax sa vitesse de croisière ou bien au contraire il est en perte de vitesse, voire au point mort? Suis-je pour ma fraternité un catalyseur qui concoure à la réussite et au progrès ou un facteur qui occasionne l'échec et la régression? Ou encore un facteur de division, de trouble?», a fait savoir le prédicateur.

Après l'homélie, a eu lieu l'exécution du rite de la promesse caractérisé par l'appel des candidats par la présidente diocésaine des fraterfraternités ainsi que le port de la tenue pour les hommes et le foulard sur la tête pour les femmes.

La fin de la messe a été caractérisée par le mot de remerciements de la présidente diocésaine des fraternités féminines de Brazzaville, suivi de l'intervention de la présidente diocésaine des fraternités féminines de Pointe-Noire. Accompagnée de l'aumônier diocésain de Pointe-Noire, elle a remis à l'aumônier de Brazzaville un présent constitué d'un tableau de l'effigie de

Notre-Dame des Sept douleurs, patronne des fraternités. S'exprimant à son tour l'aumônier diocésain des fraternités féminines et masculines de Brazzaville a déclaré: «A la suite de nos prédécesseurs, nous nous sommes mis en tenue de service pour vous servir.» Avant de présenter les deux bureaux diocésains des fraternités féminines et masculines, l'aumônier a interpellé les nouveaux membres à s'attacher aux apostolat et à demeurer fidèles aux réalités de la vie des fraternités.

Intervenant en dernier, l'archevêque de Brazzaville a exhorté les membres des fraternités à demeurer des artisans de l'amour de Dieu dans leurs milieux respectifs par la pratique incessante des œuvres de charité.

#### Gislain Wilfrid **BOUMBA**

Composition des Bureaux diocésains des fraternités catholiques de Brazzaville

A/ Version féminine

- 1- Présidente: Sidonie Alouna Nsayi
- 2- Vice-Présidente: Suzanne Oyouba
- 3- Secrétaire Générale: Claire Thérèse Saphas
- 4- Administratrice Générale des biens: Victorine Nkodia 5- Administratrice Générale Adjointe des biens: Serge Babelana

B/ Version masculine

- 1- Président: Ambroise Lévitique
- 2- Vice-Président: Dieudonné Yafrad
- 3- Secrétaire Général: Marc Antiolo
- 4- Secrétaire Général Adjoint: Mesmin Mazila
- 5- Administrateur Général des biens: Christian Tchaleu 6- Administrateur Général Adjoint des biens: Cheryl Ebale

tous, comme le dit une vieille

maxime, «la mort n'arrête pas

l'amour», papa tu es certes

parti, mais notre amour pour

toi reste et restera toujours

indéfectible. La mort nous a

beau joué un mauvais tour,

mais la conviction de nous

retrouver un jour nous anime.

Merci à tous ceux qui de près

ou de loin nous soutiennent

dans cette douloureuse et

sombre épreuve. Merci pour la

marque de reconnaissance de

ce que papa a été pour vous.»,

a-t-il affirmé.

#### **ARCHIDIOCESE DE BRAZZAVILLE**

## **Alphonse Mossa Olando** conduit à sa dernière demeure

appelé à Dieu le 13 novembre 2019, à Brazzaville, des suites d'une longue maladie, Alphonse Mossa Olando, frère aîné de Mgr Victor Abagna Mossa, évêque d'Owando, vice-président et porte-parole de la Conférence épiscopale du Congo, a été conduit à sa dernière demeure vendredi 29 novembre 2019. Après la messe en sa mémoire en l'église Notre-Dame des Victoires (autrefois Sainte Marie) de Ouenzé, le cortège funèbre s'est rendu au cimetière privé Bouka, où il repose désormais. Présidée par Mgr Victor Abagna Mossa, la messe a été concélébrée par NN.SS. Anatole, Milandou, archevêque de Brazzaville, Louis Portella Mbuyu, évêque de Kinkala, Miguel Angel Olaverri, évêque de Pointe-Noire, Jean Gardin, évêque d'Impfondo, Urbain Ngassongo, évêque de Gamboma et Bienvenu Manamika Bafouakouahou, évêque de Dolisie, ainsi que près des prêtres venus de différents diocèses du Congo. Des parents, amis et connaissances du défunt, des religieux et religieuses de diverses congrégations ainsi que des laïcs venus de diverses paroisses de l'archidiocèse de Brazzaville, ont apporté

soutien, réconfort et compassion à la famille éplorée, notamment à l'évêque d'Owando. C'est au père Jean Marie Bukassa Malu, ancien curé de la paroisse Notre Dame de Fatima de Mpila, pour avoir été le curé du défunt pendant plusieurs années, qu'a échu l'honneur de prononcer l'homélie. Le prédicateur a dépeint les traits marquants de la personnalité du défunt. «Générosité, simplicité, humilité et discrétion ont été les vertus du défunt. En ce



Alphonse Mossa Olando

que même l'élévation à la dignité épiscopale de son cadet n'a pas modifié le mode de sa vie. Il a continué à se comporter comme il le faisait, gardant ainsi son caractère et sa personnalité», a fait savoir en substance le prédicateur.

La prière du dernier adieu a été prononcée par Mgr Louis Portella Mbuyu, vers la fin de la messe animée par la chorale paroissiale Père Paul Ondia, ayant eu pour coryphée Marc Ambeto. Deux mots de circonstance, celui du Comité de la Communauté chrétienne de Makoua, et celui de la famille, lu par le cadet du célébrant ont aussi marqué la fin de cette messe.

Mgr Victor Abagna Mossa a remercié ses confrères dans l'épiscopat, les prêtres concélébrant et tout le peuple de Dieu pour le soutien multiforme exprimé à son égard et à l'endroit de toute sa famille pendant tout le temps qu'aura duré le deuil et pour la participation à cette messe.

G. W. B.

#### **NECROLOGIE**

Messieurs Grégoire Yengo Diatsana «Ya Grey», secrétaire du Conseil de Coordination de la Cause du Cardinal Emile Biayenda, Stanislas Tsana et Jérémie Nzalakanda, les enfants Bitémo et Mboussa. mesdames Clémentine Maléka, Evélyne Tsana et Véronique Banzouzi, ont la profonde douleur d'annoncer, le décès de leur sœur, fille, nièce et tante Laeticia NTOMBO MBOUSSA, membre de la chorale Notre-Dame du Rosaire de Bacongo, survenu le 20 novembre 2019 à l'hôpital central des Armées Pierre Mobengo de Brazzaville. La veillée se tient au N°6 de la rue Mpossi-Masséké, ex-Berlioz (non loin de la paroisse Notre-Dame du Rosaire de Bacongo). Les obsègues se dérouleront selon le programme ci-après:

Mercredi 4 décembre 2019 9h30: Levée de corps à la



9h45: Exposition et recueillement au domicile parental. sis 6, rue Mpossi-Masséké (ex-Berlioz) à Bacongo

12h00: Messe de requiem en l'éalise Notre-Dame du Rosaire de Bacongo

13h30: Départ pour le cimetière Samba Alphonse

16h: Fin de la cérémonie

#### **CONFÉRENCE ÉPISCOPALE DU CONGO** Les Evêques en retraite spirituelle

Les Évêques de la Conférence épiscopale du | spirituellement. Comme de coutume, la retraite Congo (CEC) ont commencé lundi 2 décembre | finit par une rencontre et par une messe d'action Liambou, dans le diocèse de Pointe-Noire, pour prier, méditer, bref se recueillir et se ressourcer

G. W. B.

de grâce. Cette année, la messe sera célébrée, dimanche 8 décembre 2019, à la paroisse Saint Jean Bosco. Tous les paroissiens et les fidèles de la ville de Pointe-Noire sont invités à participer à cette messe d'action de grâce.

Soutenons d'ores et déjà nos Pères Évêques dans nos prières.

**Abbé Brice Armand IBOMBO** 

#### **ARCHIDIOCESE DE BRAZZAVILLE**

## Hommage à Jean Dieudonné Sehossolo

Rappelé à Dieu le dimanche 13 octobre 2019, de manière inopinée, Jean Dieudonné Sehossolo, ancien secrétaire général du Conseil pastoral de la paroisse cathédrale Sacré-Cœur, fondateur de la confrérie Sainte Rita de cette paroisse et premier président de cette confrérie, agent des Pompes funèbres municipales de Brazzaville, a été inhumé samedi 26 octobre 2019. Après la messe en sa mémoire dans la cacimetière «Ma Campagne», dans le premier arrondissement de Brazzaville, où il repose désormais. Présidée par l'abbé Bienvenu Kibengui, économe des Grands séminaires de Brazzaville, ancien vicaire de la cathédrale Sacré-Cœur, la messe concélébrée par treize prêtres, dont pour certains, des anciens vicaires ou anciens stagiaires à la cathédrale, a rassemblé une foule paroissiens. Deux diacres ont concélébré cette messe animée par la chorale Sacré-Cœur composée des deux chorales paroissiales jumelées.

'est l'abbé Gyscard Crépin Gandou, vicaire à la cathédrale Sacré-Cœur, qui a prononcé la prière d'accueil de la dépouille mortelle sur le parvis de la cathédrale, tandis que l'abbé Destin Mouene Dzorombe, curé de la paroisse Saint Joseph de Tout pour le Peuple de Talangaï, a prononcé la prière du dernier adieu.

L'homélie de l'abbé Urgel Eric Babika, administrateur paroissial de la cathédrale Sacré-Cœur, a rapporté un

témoignage poignant, celui de l'abbé Rhod Sakani Yiseno, «Abbé Yisé», ancien administrateur paroissial de la cathédrale Sacré-Cœur et ancien secrétaire-chancelier de l'archevêque, qui l'avait dans son conseil: «Homme de foi, papa Sehossolo l'a réellement été. En semaine comme les dimanches, il était fidèle à sa place pour prier Dieu en Eglise avec ses frères et sœurs. Homme de foi, il l'a surtout été dans l'expression de sa vie: par sa charité inven-



Jean Dieudonné Sehossolo

tive, sa bonté, sa générosité, son sens du pardon. Que de paroles et des témoignages fusent en cet instant dans mon cœur. Homme de parole, il l'a été. Chaque fois qu'il prenait un engagement il le tenait de la façon la plus remarquable.» Peu avant la fin de la messe, Padre Pietro Sehossolo Bemba, fils du défunt et séminariste en stage pastoral à la paroisse Saint Joseph de Tout pour le Peuple de Talangaï, a prononcé le mot de remerciements au nom de la famille. «Chers

2019, leur rétraite spirituelle annuelle. Elle est animée par Mgr Cyprien, évêque de Boma, en RDC. En effet, au début de l'année liturgique avec le temps de l'Avent qui nous prépare à Noël, les Évêgues après une année pastorale intense. se retirent chaque année au foyer de charité de

MINISTERE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET LA COMPETITIVITE (PADEC)

Unité de Gestion du Projet Courriel: padec2019@gmail.com

#### RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME

**OBJETDU MARCHE:** Sélection d'un consultant chargé d'actualiser l'Etude de Faisabilité de la Zone Economiques Spéciales de Pointe Noire

**METHODE UTILISEE:** Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ)

**DUREE D'EXECUTION: 12 semaines** 

#### 1. ATTRIBUTAIRE DU MARCHE

Nom: GROUPEMENT LODEC CONSULTANTS (Chef de file) -DJOBEY CONSULTING COR-PORATION & CONGO INGENIERIE ET MANAGEMENT

Adresse: 129, rue Reims- Rondpoint la Coupole, Centre-ville-Brazzaville.

Prix de l'offre (lu publiquement): 118.864.000 FCFA TTC Prix de l'offre après évaluation: 114.061.350 FCFA TTC Prix du contrat: 114.061.350 FCFA TTC.

#### 2. RESULTATS DE L'EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES

Noms des consultants	Score technique	Score total	Classement
GROUPEMENT LODEC CONSULTANTS (Chef de file)-DJOBEY CONSULTING CORPORATION & CONGO INGIENERIE MANAGEMENT		89,75	1er
GROUPEMENT IOS PARTNERS (Chef de file) & ARIES INVESTISSEMENTS	78,13	78,13	2ème
CABINET CBRE	58,38	58,38	3ème

3. Conformément à la méthode de sélection Fondée sur la Qualité (SFQ), la procédure de passation de marchés s'est poursuivie avec la firme qui a réalisé le meilleur score technique (seule sa proposition financière a été ouverte):

Identification des candidats		
Nom	Nationalité	
GROUPEMENT LODEC CONSULTANTS (Chef de file)-DJOBEY CONSULTING CORPORATION & CONGO INGIENERIE MANAGE- MENT	République du Congo	

**Note:** Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue peut en faire la demande au Projet d'Appui au Développement des Entreprises et la Compétitivité.

Brazzaville, 05 et 06, Rue Locko-Secteur Blanche Gomez

Numéro de téléphone: (+242) 22 613 18 38

Adresse électronique: padec2019@gmail.com

Le Coordonnateur du PADEC,

**Benoît NGAYOU** 

MINISTERE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET LA COMPETITIVITE (PADEC)
Unité de Gestion du Projet
Courriel: padec2019@gmail.com

#### RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME

**OBJETDU MARCHE:** Sélection d'un consultant chargé de l'opérationnalisation du Concours de Plan d'Affaires (CPA)

METHODE UTILISEE: Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants (QC)

DUREE D'EXECUTION: 12 mois
1. ATTRIBUTAIRE DU MARCHE
Nom: VELIOR DEVELOPPEMENT

Adresse: Résidence Horizon, rue Abdoulaye Fadiga, Abidjan Plateau, Côte d'Ivoire.

Montant de la proposition financière: 210.412.000 FCFA TTC
Montant du contrat: 168.788.340 FCFA TTC.
i) Les noms des firmes ayant manifesté leur intérêt à l'AMI publié:

	Identification des candidats				
N°	Nom				
1	VELIOR DEVELOPPEMENT	Ivoirienne			
2	GROUPEMENT ERNST & YOUNG (Chef de file)- WE CARE GLOBAL COMMUNICATION ET MEDIA	Congolaise			
3	AUDICO CI SARL	Ivoirienne			
4	GROUPEMENT FINACTU (Chefde file)-CABINET MAYABEL & ARIES INVESTISSEMENT	Marocaine			
5	GROUPEMENT I&P CONSEIL (Chef de file) -GILBRATAR	Française			
6	GLOBAL MIND CONSULTING	Gabonaise			
7	GROUPEMENT LATTANZIO KIBS (Chef de file) & CP-CAF	Italienne			
8	GROUPEMENT PWC (Chef de file) & APNI	Congolaise			
9	GROUPEMENT EXCO CACOGES (Chef de file) et KPMG CONGO	Congolaise			
10	ELITE ACADEMY	Congolaise			

ii) Les noms des firmes dont les dossiers ont été jugés non éligibles pour la réalisation de la mission

Identification des candidats		Motif
Nom Nationalité		
GROUPEMENT FINACTU (Chef de file)-CABINET	Congolaise	Aucune mission similaire réalisée
MAYABEL & ARIES INVESTISSEMENT		
GROUPEMENT I&P CONSEIL (Chef de file) -GILBRATAR	Française	Pas de mission similaire pertinente réalisée
GROUPEMENT PWC (Chef de file) & APNI	Congolaise	Aucune mission similaire réalisée

GLOBAL MIND CONSULTING	Gabonaise	Aucune mission similaire réalisée
GROUPEMENT EXCO CACOGES (Chef de file) et KPMG CONGO	Congolaise	Aucune mission similaire réalisée
AUDICO CI SARL	Ivoirienne	Aucune mission similaire réalisée
ELITE ACADEMY	Congolaise	Aucune mission similaire réalisée
GROUPEMENT ERNST & YOUNG (Chef de file)- WE CARE GLOBAL COMMUNICATION ET MEDIA	Congolaise	Pas de mission similaire perti- nente réalisée

iii) les noms des firmes qui ont été retenues sur la liste restreinte

Identification des candida	Commentaire	
Nom	Nationalité	
VELIOR DEVELOPPEMENT Ivoirienne		A déjà réalisé cinq (05) missions perti- nentes d'opérationnalisation de Concours de Plan d'Affaires (CPA).
GROUPEMENT LATTANZIO KIBS (Chef de file) & CP-CAF		A déjà réalisé quatre (04) missions similaires.

iv) le nom de la firme qui a présenté le meilleur niveau de qualification et d'expérience en rapport avec la mission et qui a été invité à soumettre une proposition technique et financière selon la méthode de sélection fondée sur la Qualification du consultant est: VELIOR DEVELOPPEMENT.

Note: Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue peut en faire la demande au Projet d'Appui au Développement des Entreprises et la Compétitivité.

Brazzaville, 05 et 06, Rue Locko-Secteur Blanche Gomez Numéro de téléphone: (+242) 22 613 18 38 Adresse électronique: padec2019@gmail.com

Le Coordonnateur du PADEC

**Benoît NGAYOU** 

#### **JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES**

## S'unir pour leur bien-être

Le 3 décembre de chaque année, et cela depuis 1992, se célèbre la Journée internationale des personnes handicapées. Elle placée cette année sous le thème: «Promouvoir la participation et le rôle des personnes handicapées: faire progresser le programme de développement durable à l'horizon 2030».

u Congo, de nombreuses activités sont prévues. La visite de presse de deux structures spéciales de prise en charge des personnes handicapées (Centre national d'appareillage orthopédique Willem Struijs de Brazzaville (CNAOB) et le Centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées (CNRPPH) a ouvert le 29 novembre la série de ces activités. Cette Journée vise à promouvoir les droits et le bien-être des personnes handicapées dans toutes les sphères de la société et du développement, d'une part, et à accroître la sensibilisation à leur situation particulière dans tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle, d'autre part.

L'amélioration de la condition de la personne handicapée préoccupe à plus d'un titre. Plusieurs documents internationaux, notamment la Charte sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire, en témoignent. Le 11 juin dernier, le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres présentait la stratégie des Nations Unies, qui offre une base devant favoriser l'accompagnement de progrès durables et de transformation dans la prise en compte de la question du handicap dans toutes les composantes de l'action de l'ONU.

Dans cette veine, le Congo disposant de deux centres conjugue d'importants efforts pour améliorer tant soit peu la situation de la personne handicapée. Avec le CNAOB qui assure la prise en charge prothétique et orthétique et fabrique des aides techniques, l'aide à la mobilité est garantie. L'objectif du centre est de rendre autonome les personnes en situation de handicap. Outre les prothèses et les orthèses, le centre confectionne des tricycles "à pédalier et motorisé". Il fait la maintenance et le suivi personnalisé des patients appareillés. Le centre



Les élèves vivant avec handicap à l'atelier de maroquinerie

est également ouvert à toutes structures et aux autres demandeurs d'aides

Satisfait de la visite de presse, Doctrové Y. Boumba Ibouanga, directeur du CNAOB, a lancé un appel à tous les philanthropes pour soutenir le centre et partant, les personnes vivant avec handicap.

Le Centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées est situé dans l'enceinte de l'Institut des jeunes sourds de Brazzaville. Il vise comme objectifs de former les personnes handicapées et de les aider à s'insérer socio professionnellement. Il reçoit les personnes handicapées dont l'âge est compris entre 16 et 22 ans. Celles-ci apprennent plusieurs métiers, entre autres les métaux en feuilles, les arts ménagers, la menuiserie et l'électronique.

Au passage de l'équipe de presse, plusieurs élèves de l'Institut ont été surpris en plein travail. Certains en train de parfaire leurs connaissances en cordonnerie et d'autres en maroquinerie confectionnant des coussins pour les tricycles du CNAOB.

Comme son collègue du CNAOB, la directrice du CNR-PPH Edwige F. D Milou a plaidé pour un appui, afin de mieux accompagner les jeunes dans leur formation et leur autono-

A noter que près de 500 handicapés de Brazzaville ont bénéficié des tricycles. La distribution s'étendra à d'autres localités sou peu.

> Esperancia **MBOSSA-OKANDZE**

#### **SCOUTISME**

#### Les scouts congolais bientôt arrimés au mouvement mondial

es scouts congolais de toutes obédiences spirituelles ont pris part, samedi 23 novembre 2019 à Brazzaville, à une formation portant sur le processus d'orientation pour l'adhésion du scoutisme congolais à la grande famille du scoutisme mondial, notamment l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS).



Les scouts après l'ouverture de leur atelier

Cette formation, sous les auspices de Gaston Poaty, directeur général de la Jeunesse représentant la ministre de la Jeunesse et de l'instruction civique Destinée Hermella Doukaga, a connu la participation de Frederick Kama-Kama, directeur région Afrique de l'OMMS; Christian Larcher, secrétaire général de la conférence internationale catholique du scoutisme; Emilienne Raoul, facilitatrice de la mission de l'OMMS au Congo. Et d'un parterre des scouts venus des églises catholique, protestante, kimbanguiste, etc.

Selon le responsable Afrique du mouvement, la République du Congo frappe à la porte de l'OMMS depuis environ 26 ans. Ceci à la faveur de l'avènement de la démocratie, après la conférence nationale souveraine. Mais la disparité du mouvement (chaque église possède ses scouts), ne facilite pas son adhésion à l'OMMS. D'où cette initiative à travers ce séminaire qui consiste à harmoniser les points de vue, pour avoir une organisation nationale unique. C'est l'un des principaux critères d'adhésion, a rappelé Guy Medi Poaty, commissaire général des scouts et auides du Conao.

Pour Gaston Poaty estime formation arrive à point nommé, du fait que pour surmonter les défis auxquels ils sont confrontés au quotidien, les jeunes se doivent de prendre en main leur destin, pour apporter à la société, ce que celle-ci attend d'eux.

Le scoutisme vise, entre autres, à former, éduquer les jeunes dans plusieurs domaines de la vie sociale. Notamment sur plan affectif, intellectuel, moral, spirituel, etc. pour servir et sauver leur prochain. Le scoutisme est le seul mouvement mondial de la jeunesse qui a survécu à l'usure du temps. Il totalise cette année 112 ans et compte actuellement 56 millions de jeunes adhérents actifs dans 171 pays de par le monde.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

#### **DROITS DE L'HOMME**

## Pour une meilleure protection juridique des défenseurs des droits humains

L'ONG Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RPDH), en partenariat avec le Service international pour les droits humains (SIDH) ou International Service for Human Right (ISHR), a sensibilisé du 20 au 21 novembre 2019, à Brazzaville, les défenseurs des droits humains au cours d'une réunion d'information, en vue de mettre en place un cadre juridique les protégeant.

a rencontre a regroupé une dizaine d'organisations de la société civile à travers leurs responsables ou représentants, ainsi que des autorités publiques et des parlementaires. Elle a permis de faciliter le dialogue entre les autorités et la société civile autour de l'ambition de protéger les défenseurs et les lanceurs d'alerte. Cette concertation multipartite a été aussi l'occasion de discuter de l'élaboration, de l'adoption et de la validation d'un cadre juridique sur la reconnaissance et la protection des défenseurs des droits de l'homme et de mener un plaidoyer, en vue du renforcement du cadre juridique.

Le défenseur des droits de l'homme est un corps de métier particulier et spécifique en relation avec l'ensemble des risques qui accompagnent l'action de ses défenseurs. Il travaille sur des sujets sensibles le conduisant à un certain nombre de pratiques qui atteignent la dignité de ses défenseurs voire leur physique dans leur action. Pour cette raison, les Nations Unies ont mis en place une Déclaration protégeant les défenseurs des droits de l'homme, a expliqué Christian Mouzéo, président du RPDH.



Les organisateurs et les participants

La Déclaration des Nations Unies doit être appropriée pour les Etats, puisqu'il y a un engagement dans celle-ci qui impose de pouvoir mettre en place l'ensemble des politiques et des pratiques ayant pour missions de protéger toutes les personnes qui s'engagent pour protéger les droits de l'homme. D'où l'intérêt de cette rencontre de sensibilisation et de plaidoyer sur la protection, en particulier juridique des défenseurs des droits de l'homme au niveau du Congo. Un vide juridique y est constaté depuis longtemps. Pour le combler, il faut mettre en place une loi qui assure les défenseurs afin qu'ils apportent leur contribution nécessaire. Le Congo ne peut pas se mettre en retrait de cette perspective en sa qualité de membre des Nations Unies. Les pays comme le Mali, le Burkina-Faso et la RDC ont déjà, chacun, un projet en cours pour protéger les défenseurs des droits de l'homme.

«Les défenseurs ont besoin d'une meilleure protection, notamment juridique par rapport à leur travail et à leur environnement de travail, ici, au Congo. Nous avons apprécié

le dynamisme de la société civile congolaise et sa volonté de faire avancer la situation dans le pays. Tout comme nous avons eu la perception que les défenseurs des droits de l'homme au Congo désirent avoir un cadre juridique qui puisse les protéger dans leur travail, au regard des différentes exactions dont ils sont victimes», a dit Mme Adelaïde Etong Kame, chargée de plaidoyer en Afrique du Service international pour les droits de

Mme Nzaou-Moyen, rapporteuse du Bureau de la Commission nationale des droits de l'homme, ouvrant les travaux, a exprimé la volonté de la Commission nationale des droits de l'homme d'accompagner les défenseurs des droits de I'homme dans leur mission si difficile de protéger et de défendre la dignité de l'être humain. Cette Commission, a-t-elle souligné, ouvre une dynamique sociale de reconstitution des droits de l'homme. A noter que la RPDH est le point focal au Congo de Transparency international depuis juin 2019..

Philippe BANZ

#### **SOCIETE NGUETLEU SARLU**

Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle (SARLU) Capital social: 1.000.000 F CFA Siège social: 47 rue Likouala, Poto-poto, Brazzaville Tél: +242 05 686 47 64 République du Congo

#### **AVIS DE CONSTITUTION**

Aux termes des Actes en date du | Durée: fixée à quatre-vingt-dix-neuf 20/11/2019, enregistrés à la recette (99) ans, à compter de l'immatricudes domaines et timbres de Poto-poto à Brazzaville, le 22/11/2019, sous le Folio 214/7 n°1364, il a été constitué une Société Commerciale ayant les caractéristiques suivantes:

**Dénomination: SOCIETE NGUET-**LEU SARLU;

Forme de la Société: SOCIETE A 49 rue Makoua, arrondissement 3 RESPONSABILITE LIMITEE UNI-PERSONNELLE:

Siège social: Brazzaville, 47 rue Likouala, Poto-poto:

Capital social: UN MILLION (1.000.000) de Francs CFA, divisé en CENT parts sociales de DIX MILLE (10.000) Francs CFA chacune, numérotées de 1 à 100, entièrement libérées:

Objet social: Commerce de détail en magasin non spécialisé, Vente de produits cosmétiques, Alimentation, Vente appareils électroniques, Habillement, Quincaillerie

lation au RCCM, sauf dissolution anticipée ou prorogation;

Administration de la Société: conformément aux dispositions statutaires, Monsieur NGUETGNA NGONGANG Stéphane Hugue, de nationalité camerounaise, demeurant à Brazzaville au numéro Poto-poto, a ete nomme gerant pour une durée indéterminée;

Dépôt légal a été effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 22/11/2019;

La Société est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CG-BZV-01-2019-B13-00219, en date à Brazzaville du 25/11/2019.

Pour avis.

**NGUETGNA NGONGANG Stéphane Hugue** Gérant

MTN CONGO/AGENCE CONGOLAISE POUR LA CRÉATION DES ENTREPRISES (ACPCE)

# Vers l'amélioration du climat des affaires au Congo

près la signature à Brazzaville le 8 novembre 2019 de la convention de partenariat public-privé entre la société de téléphonie mobile MTN Congo et l'Agence congolaise pour la création des entreprises (ACPCE), Mme Yvonne Adelaïde Mougany, ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, a patronné, en date à Pointe-Noire du 19 novembre dernier, la cérémonie de lancement officiel du télépaiement des frais de formalités liés à la création d'une entreprise, à l'Agence congolaise pour la création des entreprises, en sigle ACPCE.

La cérémonie s'est déroulée à l'esplanade du siège département de MTN Congo, située non loin de la Bourse du travail. C'était en présence de M. Alexandre Honoré Paka, préfet de Pointe-Noire, de M. Thierry Boumba, Directeur du Mobile Money et représentant le Directeur général de MTN Congo, empêché, et de bien d'autres personnalités tant administratives, politiques que militaires, ainsi que des usagers et autres opérateurs économiques.

Prenant la parole pour son mot de circonstance, M. Thierry Boumba a expliqué à ces hôtes l'importance et la place du numérique aujourd'hui: «Le numérique occupe une place incontournable dans chaque aspect de notre quotidien. Après cette première phase de formalisation, nous voici à Pointe-Noire pour la digitalisation du deuxième des six guichets de l'ACPCE qui permettra aux différents clients de cette structure de régler leurs frais de création d'entreprises via Mobile Money. Il permettra aux clients de réaliser toutes les démarches de création d'entreprises en ligne et de finaliser le paiement par MTN Mobile Money à distance. Ainsi, ils n'auront plus besoin d'effectuer des déplacements».

L'accès à un compte bancaire classique reste difficile pour une grande partie de la population congolaise, alors que Mobile Money est là.

MTN Mobile Money a bâti sa réussite sur l'accessibilité et l'universalité du service permettant à des millions de personnes exclues du système financier formel d'effectuer des transactions financières de manière instantanée, sécurisée et fiable. Ce, grâce à leurs téléphones portables.

Pour la petite histoire, depuis le lancement au Congo, en 2011, du service Mobile Money, plus de 1.500.000 clients font désormais confiance à ce service. MTN Mobile money est aujourd'hui plus qu'un porte-monnaie. Il est devenu leader sur le marché du transfert d'argent.

M. Médard YETELA, Directeur de l'ACPCE, pense, pour sa part, que «les formalités en ligne, à travers le site web de l'ACPCE (www.acpce. cg), la mise en réseau de l'ACPCE, l'interconnexion avec les administrations partenaires, le processus de télépaiements des frais de formalités...,tous ces aspects seront intégrés directement sur la plate-forme de création d'entreprises en ligne. Ce qui simplifiera davantage les formalités pour les usagers.»

Dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires au Congo, le processus de dématérialisation des procédures de création d'entreprises bénéficie de l'appui des partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale et la BAD (Banque africaine de développement).

Grâce à ce partenariat actif, les usagers et les opérateurs économiques pourront effectuer leurs formalités à partir de n'importe quel point de notre pays et du globe terrestre.



La ministre Yvonne Adélaïde Mougany et Thierry Boumba



Le Directeur du Mobile Money et représentant le Directeur général de MTN Congo pendant son allocution



Les officiels, au premier plan, pendant la cérémonie

REPUBLIQUE DU CONGO Unité-Travail - Progrès

**BANQUE MONDIALE** 

MINISTERE DU PLAN DE LA SATISTIQUE ET DEL 'INTEGRATION REGIONALE **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** PROJET DE RENFORCMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES Unité de Coordination du Projet Courriel: pstatcongo@gmail.com

N° Avis: AMI N°0141PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET/DMI/C/19

#### **AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS** POUR LE RECRUTEMENT DES CARTOGRAPHES DE TERRAINS

1. L'Institut National de la Statistique se prépare, conformément aux attentes du gouvernement et des partenaires au

développement, à réaliser le 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) du

2020. Cette grande investigation, qui fait suite à celle de 2007, permettra d'actualiser les données sur les caractéristiques de la population et des habitations à tous les niveaux géographiques.

Une des étapes cruciales du processus d'exécution d'un RGPH est celle de la cartographie qui consiste à visiter toutes les localités du pays afin d'estimer les effectifs de populations résidantes et de pouvoir par la suite procéder au

découpage du territoire national en zones de dénombrement, en zones de contrôle et en zones de supervision.

2. Le présent avis à Manifestation d'intérêt a pour objectif le recrutement des agents cartographes qui auront pour mission de réaliser les travaux cartographiques de terrain en visitant tous les sites habités, en estimant les populations des zones habitées et en découpant tous les districts et les arrondissements en zones de dénombrement.

zones de contrôle et zones de supervision.

3. L'Unité de coordination du Proiet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) invite les personnes intéressées à fournir en français sur support papier et/ ou par voie électronique (Word ou PDF), un dossier de candidature comprenant:

- Une lettre de motivation adressée au Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INS);
- Un Curriculum vitae (CV) détaillant les cursus universitaires, les diplômes obtenus et, éventuellement, les expériences antérieures en matière de collecte des données cartographiques;
- Une Photocopie légalisée de l'attestation ou du dernier diplôme:
- Un certificat médical datant de moins de trois mois, délivré par un médecin habilité;
- Le cas échéant, une attestation de participation aux opérations de collecte similaires.
- 4. Les cartographes de terrain doivent réunir les conditions suivantes:
- être âgé (e) de 18 à 49 ans au 31 décembre 2019;
- avoir au moins un diplôme de niveau Bac+ 2 en géographie, cartographie, économie, statistiques ou autres diplômes jugés équivalents;
- avoir une parfaite maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel et internet);
- être disponible durant toute la période de l'opération;
- être apte à parcourir de longues distances à pieds;
- être capable de travailler sous pression dans une équipe multiculturelle;
- avoir une endurance physique et être en parfait état de santé;
- avoir une bonne connaissance des langues locales dans les zones d'intervention.

Par ailleurs, avoir une expérience dans le domaine de la collecte de données cartographiques demeure un atout.

5. La sélection se fera en deux étapes. Une première sélection se fera sur études de dossiers et un test ecrit pour retenir

les dossiers les plus pertinents. Les candidats présélectionnés subiront une formation de vingt-un (21) jours

de laquelle un autre test écrit permettra de retenir la liste définitive des agents cartographes de terrain.

- 6. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de la mission aux adresses ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (heures locales), du lundi au vendredi ou par demande à l'adresse mail du projet PSTAT.
- 7. Les dossiers de candidature doivent être déposés aux adresses ci-dessous au plus tard le 16 décembre 2019 à 16h00 et porter clairement la mention «RECRUTEMENT DES CARTOGRAPHES DE TERRAIN» ou transmis par mail à l'adresse suivante: pstatcongo@gmail.com. A Brazzaville:
- Projet de renforcement des capacités en statistiques (PST AT)

Adresse: derrière l'ambassade des États Unis d'Amérique au Congo, bloc1, parcelle 70/59 bis, arrondissement 2

Bacongo tél: +242 22 613 31 08; E-mail: pstatcongo@ amail.com

- l'Institut National de la Statistique (INS)

Adresse: OCH, derrière l'hôtel Bikoumou, Mougali III Dans les Départements:

- les Directions Départementales de la Statistique (DDS)

Fait à Brazaville le 27 novembre 2019



P MINISTERE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET LA COMPETITIVITE (PADEC) Unité de Gestion du Projet Courriel: padec2019@gmail.com

### RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME

OBJETDU MARCHE: Sélection d'un consultant chargé de l'opérationnalisation du Fonds d'Appui

au Développement des Petites et Moyennes Entreprises (FADPME)

METHODE UTILISEE: Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants (QC) **DUREE D'EXECUTION: 12 mois** 

1. ATTRIBUTAIRE DU MARCHE

Nom: GROUPEMENT EURECNA S.PA (chef de file) AGRO PME & ACA EXPERTISE

Adresse: Via della pila 3/a- Venezia Marhgera I-30175 Montant de la proposition financière: 383.593 Euros HT Montant du contrat : 376.491 Euros TTC.

i) Les noms des firmes ayant manifesté leur intérêt à l'AMI publié:

Identification des candidats				
N°	Nom	Nationalité		
1	GROUPEMENT EURECNAS.PA (chef de file) AGRO PME & ACA EXPERTISE	Italienne		
2	CAGEFIC SARL	Burkinabè		
3	CIC RELAIS CONSULT GROUP	Marocaine		
4	LA MAISON DE l'ENTREPRISE DU BURKINA FASO	Burkinabè		
5	FRANKFURT SCHOOL OF FINANCE & MANAGEMENT GGMBH	Kenya		
6	FTHM INTERNATIONAL	Malgache		
7	GROUPEMENT FINACTU (Chef de file)-CABINET MAYABEL & ARIES	Marocaine		
	INVESTISSEMENT			
8	GROUEPEMNT IBF INTERNATIONAL CONSULTING (Chef de file)-MI-	Belge		
	CROFINANZA SRL & GAWA			
9	INSTITUT SOUMARE DE LA FINANCE	Ivoirienne		
10	CONSORTIUM SAPHIR DEVELOPPEMENT (Chef de file) & CENTRE	Ivoirienne		
	DE COMMUNICATION ET ED DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE			
11	SOFRECO	Française		
12	GROUPEMENT EXCO CACOGES (Chef de file) et KPMG CONGO	Congolaise		
13	CEAM.J-CONSEIL	Congolaise		
14	ELITE ACADEMY	Congolaise		

ii) Les noms des firmes dont les dossiers ont été jugés non éligibles pour la réalisation de la mission:

Identification des candidats		Motif
Nom	Nationalité	WOUT
CAGEFIC SARL	Burkinabè	Aucune mission similaire réalisée
CIC RELAIS CONSULT GROUP	Marocaine	Aucune mission similaire réalisée

Identification des candidats		Motif
Nom	Nationalité	Moti
FTHM INTERNATIONAL	Malgache	Aucune mission similaire réalisée
GROUPEMENT FINACTU (Chef de file)-CABINET MAYABEL & ARIES INVESTISSEMENT	Marocaine	Aucune mission similaire réalisée
GROUEPEMNT IBF INTERNATIONAL CONSULTING (Chef de file)-MICROFINANZA SRL & GAWA CAPITAL	Belge	Aucune mission similaire réalisée
INSTITUT SOUMARE DE LA FINANCE	Ivoirienne	Aucune mission similaire réalisée
CONSORTIUM SAPHIR DEVELOPPEMENT (Chef de file) & CENTRE DE COMMUNICATION ET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE	Ivoirienne	Aucune mission similaire réalisée
SOFRECO	Française	Aucune mission similaire réalisée
GROUPEMENT EXCO CACOGES (Chef de file) et KPMG CONGO	Congolaise	Aucune mission similaire réalisée
CEAM.J-CONSEIL	Congolaise	Aucune mission similaire réalisée
ELITE ACADEMY	Congolaise	Aucune mission similaire réalisée

iii) Les noms des firmes qui ont été retenues sur la liste restreinte:

Identification des candidats	Commentaire	
Nom	Nationalité	
GROUPEMENT EURECNA S.PA (chef de file) AGRO PME & ACA EXPERTISE	Italienne	A à son actif, la mise en place ainsi que la gestion de trois (03) fonds à coûts partagés
LA MAISON DE l'ENTREPRISE DU BURKINA FASO	Burkinabè	A mis en œuvre 04 projets prenant en compte point le dé- veloppement et l'amélioration de la compétitivité des PME
FRANKFURT SCHOOL OF FINANCE & MANA- GEMENT GGMBH	Kenya	A à son actif, la mise en place de deux (02) fonds de dévelop- pement, de microfinance pour améliorer l'accès aux services financiers aux populations ru- rales et les MPME

iv) le nom de la firme qui a présenté le meilleur niveau de qualification et d'expérience en rapport avec la mission et qui a été invité à soumettre une proposition technique et financière selon la méthode de sélection fondée sur la Qualification du consultant est : GROUPEMENT EURECNA S.PA (chef de file) AGRO PME & ACA EXPERTISE.

Note: Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue peut en faire la demande au Projet d'Appui au Développement des Entreprises et la Compétitivité.

Brazzaville, 05 et 06, Rue Locko-Secteur Blanche Gomez Numéro de téléphone: (+242) 22 613 18 38 Adresse électronique: padec2019@gmail.com

> Coordonnateur du PADEC, Benoît NGAYOU

JOURNÉE DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

## La chorale Karisma Afro-Gospel a participé à la célébration

L'humanité a célébré le 23 novembre dernier la Journée de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). A cette occasion, la chorale Karisma Afro-Gospel de l'Eglise évangélique du Congo (EEC) s'est produite au Centre culturel russe de Brazzaville.

n présence de plusieurs membres du corps diplomatique et du directeur du Centre culturel russe de Brazzaville, Sergey Belyaev, la vingtaine de membres de cette chorale, sous la conduite de MIIe Roxane Missolékélé, a, pendant environ une heure, tenu le public en haleine. En exécutant, en deux parties et avec maestria, neuf chants: «Tu es Père», «Que ton nom soit loué», «Ecclésiaste», «When

Jesus says yes», «Non au VBG» (avec l'intervention du jeune slameur congolais Dixon Claous), «Ivre», «My allelujah belong to you», «Si ya ambe», «Mu sambila Nzambi».

ambe», «Mu sambila Nzambi».

Avant la deuxième partie du show, M.

Mpassi Bibéné, de l'Eglise évangélique du Congo, a fait une communication sur les violences basées sur le
genre. Il a souligné que les violences
basées sur le genre sont un phénomène mondial qui n'épargne ni une



La chorale pendant le concert

#### MAITRE ROSELE PIERRE NTAMBAN, NOTAIRE

985, avenue des Trois Martyrs, Plateau des 15 ans, à côté d'Edmond Hôtel Moungali, Brazzaville, Tél.: 06 928 87 87/05 753 23 23 Email: roselepierrenotaire19@gmail.com, République du Congo

#### **BRAZZA FOOD CONGO**

Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle Au capital de 1.000.000 Francs CFA / Siège social à Brazzaville, au n°724, avenue de l'UA, Bacongo RCCM: CG-BZV-01-2019 B 13-00045, REPUBLIQUE DU CONGO

## ANNONCE LEGALE MISE EN HARMONIE DES STATUTS

En vertu des dispositions du droit uniforme de l'OHADA portant droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, Maître Rosele Pierre NTAMBANI, notaire en la résidence de Brazzaville, a reçu, en date du trois septembre deux mil dix-neuf, l'acte portant mise à jour des statuts de la société BRAZZA FOOD CONGO, enregistré à la recette d'impôts de Ouenzé à Brazzaville, sous folio 155/1 n° 1370, à la même date; consécutive à la décision extraordinaire de l'associé unique en date du 29 avril 2019, enregistrée au domaine des timbres

En vertu des dispositions du droit uniforme de l'OHADA portant droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, Maître Rosele Pierre NTAMBANI, notaire en la résidence de Brazzaville, a reçu, en date du pluripersonnelle.

Les mentions modificatives du registre de commerce et du crédit mobilier avaient été portées le 24 juillet 2019 au greffe du Tribunal de commerce de Brazzaville.

Pour avis,

Maître Rosele Pierre NTAMBANI, NOTAIRE.

#### **AVIS DE CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Brazzaville du 13 Novembre 2019, enregistré à la Recette de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre de Poto-Poto à Brazzaville, le 15 Novembre 2019 sous f°209/8, no 1874, il a été constitué une société commerciale présentant les caractéristiques suivantes:

DENOMINATION SOCIALE: GOD'S ON CREATION.

<u>FORME SOCIALE</u>: Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle. <u>CAPITAL SOCIAL</u>: UN MILLION (1 000 000) de Francs CFA, divisé en CENT (100) parts sociales de DIX MILLE (10 000) Francs CFA chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées.

<u>SIEGE SOCIAL:</u> 28, rue Banziris, Arrondissement no 3 Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo.

<u>OBJET SOCIAL</u>: L'importation et le commerce de gros de produits alimentaires tels que le riz, les farines, les produits pour la boulangerie et la biscuiterie, les pâtes alimentaires et les conserves.

<u>DUREE DE LA SOCIETE:</u> Quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

GERANT: Monsieur JAMES Jobin, domicilié 28, rue Dahomey, Arrondissement no 3 Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo.

DEPÔT AU GREFFE des pièces de constitution le 21 Novembre 2019.

IMMATRICULATION AU RCCM le 21 Novembre 2019 sous le no CG-BZV-01-2019-B13-00213.

Pour avis, Le Gérant,

**Monsieur James Jobin** 

race, ni une confession religieuse. Il a rappelé qu'au Congo, ce phénomène s'est accentué à partir des années 90, notamment avec les crises politiques que le pays a connues. «A cette époque, les violences basées sur le genre, notamment les violences sexuelles étaient beaucoup plus le fait des hommes armés. Des années ont passé, nous constatons qu'aujourd'hui, ce phénomène perdure...La réalité est que dans les foyers, les écoles et un peu partout, ce phénomène refait surface. C'est pour dire que c'est un phénomène qui ne concerne pas uniquement les hommes armés, mais c'est une réalité que nous retrouvons dans nos foyers au quotidien. Sur dix cas, par exemple, que nous sommes en train de suivre actuellement, au niveau de l'Eglise évangélique du Congo, nous avons au moins six qui sont le fait de personnes proches, parmi lesquelles les membres de la famille, mais malheureusement aussi des ecclésiastiques. C'est pour dire que nulle part on n'est à l'abri des violences basées sur le genre. Quel que soit le milieu où on se trouve, nous sommes exposés aux violences basées sur le genre», a affirmé l'orateur. Et d'ajouter que sa communication n'était pas une sensibilisation, mais un appel à l'engagement, pour que «chacun: parent, ecclésiastique, quelle que soit votre fonction, votre niveau d'intervention, s'engage dans la lutte contre les violences basées sur le genre en général, et les violences sexuelles en particulier. Parce que les violences sexuelles sont l'une des violences basées sur le genre qui sont beaucoup plus tenues secrètes, mais qui ont des conséquences très graves sur la santé. et particulièrement sur la santé des femmes et des jeunes filles. C'est un appel aussi à l'implication de tout le monde, un appel à la mobilisation», a-t-il expliqué.

M. Mpassi Bibéné a regretté qu'à ce jour, il manque encore une loi spécifique sur les violences basées sur le genre au Congo. «C'est une difficulté notamment lorsqu'il faut boursuivre les auteurs des violences basées sur le genre, notamment les violences sexuelles. Et le fait que le viol soit compris comme un crime au Congo. Et les crimes, vous le savez, sont du ressort de la cour criminelle. Et souvent, la poursuite des auteurs prend du temps. Voilà pourquoi nous en appelons à l'engagement de tout le monde afin que les verrous, les pesanteurs dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre soient levées et que la paix règne dans nos maisons, nos églises, nos écoles, parce qu'aucun de tous ces milieux n'est épargné par les cas de viol, précisément des jeunes filles et des femmes...», a-t-il conclu.

A rappeler que la chorale Karisma Afro-Gospel a été fondée en 2003. Cette chorale dispose d'un album sur le marché «Vana moyo»; un deuxième est en chantier: «La troisième vague de l'Esprit».

Véran Carrhol YANGA

SOCIÉTÉ AFRICAINE DE VINS ET SPIRITUEUX (SOCAVINS)

#### Une séance de dégustation organisée à Brazzaville

Sous le regard de deux de ses ambassadeurs, les chanteurs congolais Kevin Mbouadé et Trésor Mvoula, la Société africaine de vins et spiritueux (SOCAVINS) a organisé le vendredi 29 novembre dernier à Brazzaville, une cérémonie de dégustation de ses produits qui sont importés d'Europe et dont elle assure seulement l'embouteillage. C'était en présence de G. Patrick Portella Sapro et Stéphane Njanga, respectivement Directeur commercial et relations publiques, et responsable commercial en charge de Brazzaville, Kinshasa et de la partie Nord du Congo de cette société portée sur les fonts baptismaux en février 2019 et basée à Vindoulou, à Pointe-Noire, la capitale économique du Congo.

Journalistes, hommes d'affaires, hôteliers, restaurateurs, etc. ont pris part



En haut: G. Patrick Portella Sapro (au milieu) et Stéphane Njanga (à dr.). En bas: les participants à la cérémonie.

à cette cérémonie qui leur a permis d'apprécier les produits de qualité et bon marché de SOCAVINS qui sont vendus dans la zone CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale). Il s'agit de «Canto del Sol», «Tokos», «Réserve des Saint-Pères», «Super Masta», Tchatcha Rumba Sangria pour les vins; «Pastis Vieux Port», «Sir Malcolm Walace», «Saint-Pères», «Black Officers», et «King's Horses» pour les spiritueux. Basée à Vindoulou, la Société africaine de vins et spiritueux, c'est 6000m² de bâtiments industriels, situés sur la Route nationale n°1, sept lignes de production, une ligne pour livrer les bouteilles avant embouteillage, plus de 120 employés déclarés à l'Office national de l'emploi et de la main d'œuvre (ONEMO), des normes d'hygiène strictes.

Cette nouvelle société se fixe comme objectifs de prendre, dans un premier temps, 25% de part de marché en République du Congo sur les segments des spiritueux et vins; proposer une offre de spirits de qualité, avec des vins et alcools importés d'Europe accessibles à tous les budgets; offrir des vins de qualité importés de France et d'Espagne embouteillés localement dans des conditions similaires aux caves françaises; offrir au marché le premier Scotch whisky embouteillé en Afrique centrale.

V.C.Y.

## ANNONCE NUMERO: BRAZZAVILLE-2019-032

POSTE VACANT: AGENT DE SECURITE PRINCIPAL (SENIOR GUARD)

Grade - FSN-04
Contrat à durée indéterminée
DATE D'OUVERTURE DE
L'OFFRE: 26 Novembre 2019
DATE DE CLOTURE:
10 Décembre 2019
EXIGENCES DU POSTE:

 Avoir au moins finaliser le cursus scolaire primaire ou avoir fait une formation spéciale dans le domaine de la sécurité.

 Avoir une bonne connaissance de la langue anglaise et française (niveau 3)
 Iustifier d'au moins deux (2) ans

 Justifier d'au moins deux (2) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la sécurité. TACHES PRINCIPALES:

Sous la supervision directe du Manager ou Superviseurs des Agents de Sécurité, le/la titulaire du poste exécutera une gamme complète des tâches pour l'ambassade des États-Unis et d'autres propriétés du gouvernement des États-Unis ou biens loués par celui-ci. Il/ Elle interagit avec le personnel de l'ambassade et autres personnes, par téléphone et par radio, fait un contrôle sécurisé avant l'accès à l'ambassade des États-Unis à l'aide de mesures de sécurité techniques

et physiques. Surveille les caméras de sécurité et les alarmes et répond aux urgences ou aux anomalies et les signale.

COMMENT POSTULER

L'Ambassade des Etats-Unis à Brazzaville a modernisé son processus de recrutement. Désormais, toutes les demandes d'emplois devront se faire au moyen de son outil de recrutement électronique Recrutement Application) disponible sur son site web : https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancysearch/search/vacancies.hms (Copiez ce lien et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

Pour de plus amples informations sur cette offre d'emploi, prière de visiter le site web: https://cg.usembassy.gov/embassyljob/ ou contacter le bursay/los Ressources

contacter le bureau des Ressources Humaines (tél: 06-612-2000/06-612-2109/06-612-2073/06-612-2133, email : BrazzavilleHRjobs@ state.gov)

N.B.: Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

Merci de votre intérêt pour l'Ambassade des USA à Brazzaville. **Bonne chance!** 



Offre d'emploi Assistant(e) Coordination Projets Spéciaux - Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK) - République du Congo -

Date de début : janvier 2020 - Durée du contrat : 1 an Poste : Assistant(e) Coordination Projets Spéciaux Organisation: Fondation Odzala Kokoua <u>Localisation</u>: Mbomo

Supervision: Responsable des Projets Spéciaux Date de début attendue : janvier 2020

Type de contrat : CDD - 2 ans avec période d'essai

#### Contexte:

Le Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK) est l'un des plus anciens parcs nationaux d'Afrique, classé en 1935 et ayant reçu le statut de Réserve de la Biosphère en 1977. Il couvre une superficie de plus 13.500 km², en plein cœur du Bassin du Congo et est le plus grand parc national du TRIDOM (Tri National Dja-Odzala-Minkébé). Outre les espèces phares telles que l'éléphant de forêt et le gorille des plaines de l'Ouest, Odzala abrite aujourd'hui plus de 110 espèces de mammifères différentes, 440 espèces d'oiseaux et 1 150 espèces végétales, ce qui lui confère une très grande importance régionale.

Depuis 2010, le PNOK est géré par la Fondation Odzala Kokoua (FOK) créée dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé (PPP) entre le gouvernement congolais et African Parks. Il bénéficie aujourd'hui du soutien d'une douzaine de bailleurs de fonds différents et de l'Union Européenne en particulier, à travers le projet ECOFAC VI intitulé « Conservation des ressources naturelles et développement durable du Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK) - République du Congo ».

En tant qu'Assistant Coordination, vous rejoindrez l'équipe en charge de la gestion du PNOK et aurez la charge d'assister le Responsable des Projets Spéciaux dans les domaines suivants :

-Constitutions des livrables requis par les différents bailleurs de fonds ;

-Rapportage interne et coordination administrative ; Représentation du parc aux événements officiels ;

-Gestion de la visibilité du parc aux niveaux local, régional et national;

-Organisation des visites pour les diverses parties prenantes

-Rédaction et création de contenus pour la communication et le marketing;

-Réalisation d'études préliminaires pour les Projets Spéciaux (tourisme, activités génératrices de revenus,

-Coordination entre les différents services (Logistique, Recherche & Monitoring, Lutte Anti-braconnage, Administration et Finances).

#### Profil recherché:

-Jeune diplômé(e) dans au moins l'un des domaines suivants : Management, Gestion et Administration des Entreprises, Communication, Marketing;

-Un Master spécialisé en Gestion de la Conservation ou Gestion de Projets et un plus ;

-Au moins un an d'expérience professionnelle dans l'un de ces domaines;

-Maîtrise du français et du lingala ;

-Excellentes capacités rédactionnelles en français ; -Bon niveau d'anglais écrit ;

-Maîtrise de la suite Microsoft Office et compétences de base en informatique;

-Excellentes capacités de communication et d'écoute ; -Forte aisance relationnelle

-Polyvalent, réactif et rigoureux ;

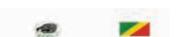
-Esprit d'équipe et volonté d'apprendre :

Adaptabilité en milieu rural :

-Intérêt marqué pour la conservation.

Date limite de dépôt de dossier : 15 décembre 2019

Dossier de candidature : Les candidatures doivent à adressées par mail à Esther de Chassey. Le dossier de candidature reprendra dans un PDF unique le CV et la lettre de motivation ainsi que les références du candidat et sera envoyé l'adresse pnok@africanparks. org, avec en copie estherc@africanparks.org.



COUR D'APPEL DE BRAZZAVILLE TRIBUNAL DE COMMERCE DE BRAZZAVILLE **CABINET DU PRESIDENT** REPERTOIRE N°359 DU 08 Novembre 2019

REPUBLIQUE DU CONGO Unité \* Travail \* Progrès

#### ORDONNANCE DE SUSPENSION DES POURSUITES INDIVIDUELLES

ganisation des Procédures Collectives d'apurement du passif).

Nous, Venceslas Xavier BOSSOUBA, Magistrat, Président du Tribunal de Commerce de Brazzaville ;

Vu l'offre de concordat préventif déposé en date du 23 octobre 2019 au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, par la société GX INTERNATIO-NAL, société anonyme, immatriculée au RCCM sous le n°08 B 946, au capital de 30.000.000 de francs CFA, dont le siège social est sis au n°01 avenue Foch, Centre-ville, Brazzaville; poursuites et diligences de son représentant légal, Madame Marie Janice SOUZAN, Directrice Générale, représentée par la société OMEGA CONSEIL SARL:

Vu la requête aux fins de règlement préventif introduite par la même société ainsi que les motifs y invoqués, et les pièces jointes;

Vu les dispositions des articles 5 et suivants de l'Acte Uniforme portant Organisation des Procédures Collectives d'apurement du passif;

Attendu qu'en application de la loi, le dépôt de l'offre de concordat, dans le délai requis donne lieu aux diverses mesures qui sont prononcées par le Président de la juridiction compétente ;

**EN CONSEQUENCE** 

(Article 8 de l'Acte Uniforme portant Or- | Décidons de l'ouverture de la procédure du règlement préventif à la demande et au profit de la société GX INTERNATIO-NAL;

> Ordonnons la suspension des poursuites individuelles à l'encontre de la société GX INTERNATIONAL:

> Désignons le Cabinet DMT CONSUL-TING en qualité d'Expert;

> Disons que l'Expert ainsi désigné fera un rapport sur la situation économique, financière de la société GX INTFRNA-TIONAL, ainsi que les perspectives de redressement proposées par ladite so-

> Lui impartissons un délai de deux mois à compter de la signification de la présente par monsieur le Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de Brazzaville pour procéder à sa mission;

> Rappelons que la présente ordonnance est insusceptible de voie de recours et s'exécute de plein droit :

> Mettons les dépens à la charge de la société GX INTERNATIONAL.

> Fait en notre Cabinet sis au Palais de justice de Brazzaville, le le 08 Novembre 2019

> > Le Président,

Venceslas X. BOSSOUBA **Magistrat** 





PROJET DES REFORMES INTEGREES DU SECTEUR PUBLIC

ET DE L'INTEGRATION REGIONALE



REPUBLIQUE DU CONGO Unité\*Travail\*Progrès

## **AVIS D'APPEL D'OFFRES**

(Procédure à enveloppe unique)

Pays: CONGO

Nom du Proiet : PROJET DES REFORMES INTEGREES DU SECTEUR PUBLIC

Numéro du Crédit : IDA 60 230 CG

Intitulé du Marché: IMPRESSION DE CINQ (5) DOCUMENTS DU PLAN NATIONAL DE DEVE-

LOPPEMENT (PND) 2018-2022

Référence DAON No : N° 03 /MPSIR/PRISP/AON/F/UCP-19

1.Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet des Réformes Intégrées du Secteur Public (PRISP), et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché pour l'impression de cinq (5) documents du plan national de développement (PND) 2018-2022.

«Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement»

2.Le Projet des Réformes Intégrées du Secteur Public (PRISP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'impression de cing (5) documents du plan national de développement (PND) 2018-2022.

3.La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI)- Banque Mondiale version de juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018, et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

4.Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'unité de coordination du Projet des Réformes Intégrées du Secteur Public (PRISP), Tél : 22 614 41 81

; E-mail : prispcongo@gmail.com, prispmarches@gmail.com et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous 03, rue du Tourisme quartier Clairon, derrière école REMO, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville; Tél: (+242) 22 614 41 81/05 341 56 00/ 06 834 47 00

Email:prispcongo@gmail.com, prispmarches@gmail.com de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16

5.Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA. La méthode de paiement sera en espèces.

6.Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 06 janvier 2020 à 14 heures. La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse numéro 3, rue du Tourisme quartier Clairon, derrière école REMO, arrondissement 3 Poto- Poto Brazzaville, République du Congo mentionnée ci-dessous à le 06 janvier 2020 à 14 heures 30 minutes.

7.Les offres doivent être accompagnées d'« une Garantie de l'offre » pour un montant de 1.500.000 FCFA.

8. « Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres ».

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : PROJET DES REFORMES INTEGREES DU SECTEUR PUBLIC (PRISP)

> Nom du bureau : PROJET DES REFORMES INTEGREES **DU SECTEUR PUBLIC (PRISP)**

Adresse du bureau : 3, rue du Tourisme quartier Clairon, derrière école REMO, arrondissement 3 Poto- Poto Brazzaville, République du Congo Téléphone: (+242) 22 614 41 81/06 834 47 00 Adresse électronique : prispcongo@gmail.com, prispmarches@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 29 novembre 2019

Le Coordonnateur, Jean Noël NGOULOU

#### VISITE DU PRÉSIDENT DE LA FIFA À BRAZZAVILLE

# Pour aider à relancer un ballon rond congolais bien malade!

e président de la FIFA, Gianni Infantino, a terminé sa tournée africaine vendredi 29 novembre au Congo. A Brazzaville où il a eu un tête-à-tête avec le Président Denis Sassou-Nguesso, sa visite a été marquée par des résolutions pour le développement du football dans le pays, et plus globalement dans la région Afrique centrale, en plus de son engagement à refaire briller le Congo.

Cet engagement a été pris au sortir de l'audience que lui a accordée le président Denis Sassou-Nguesso qu'il est allé remercier pour la contribution des autorités à l'élaboration de l'accord de siège signé le même jour par la FIFA et le ministère congolais des Affaires étrangères, un accord prévoyant l'ouverture du quatrième bureau régional de la FIFA en Afrique (Lire notre article prochainement). «Vous avez ici au Congo des infrastructures exceptionnelles; il faut les faire vivre. Ca, c'est notre responsabilité à la CAF, à la Fifa à la Fédération. On va créer des compétitions, investir dans le foot féminin, dans l'arbitrage et dans les structures. On va faire de la formation des jeunes (Garcons et filles) en travaillant avec les écoles et les collèges, pour refaire briller le Congo. Il y a quarante-sept ans qu'une victoire à la Coupe d'Afrique vous manque. Il faut refaire rêver ce pays», a dit le patron du football mondial à tous ceux qui sont préoccupés par les résultats décevants du football congolais aujourd'hui abonné aux revers



Gianni Infantino accueilli par la famille du football congolais au nouveau siège de la FECOFOOT

alors qu'il était performant dans les années 1960 et 1970.

Auparavant, à l'aéroport international Maya-Maya, des férus du football l'ont accueilli aux sons des trompettes et autres tam-tams.

Après le bain de foule, Gianni Infantino a d'abord rencontré le ministre des Sports Hugues Ngouelondélé instruit par le Président Sassou-Nguesso, de décorer les présidents de la FIFA et de la CAF respectivement Commandeur dans l'Ordre du mérite congolais et Officier dans l'Ordre du mérite congolais.

Le président de la FIFA s'est ensuite rendu au nouveau siège de la Fédération congolaise de football (FECOFOOT), dans un coin de la forêt de la Patte d'Oie, qu'il a inauguré en présence de toute la famille du football. Un bijou en partie financé par la FIFA. S'exprimant à cette occasion, Infantino a déclaré: «Le Congo dispose de nombreux footballeurs de grand talent.

Avec l'aide de notre soutien à la fédération, j'espère que nous verrons des résultats positifs dans un avenir proche. Soyez assurés que la FIFA fera tout ce qui est en son pouvoir pour vous aider à développer le football, à accroître la participation chez les jeunes, à apporter de la joie ainsi qu'à promouvoir les valeurs du sport, en général, et du football, en particulier»

Gianni Infantino était à la tête d'une délégation comprenant Fatma Samoura, la secrétaire générale et déléguée générale de la FIFA pour l'Afrique; Ahmad Ahmad, le président de la Confédération africaine de football (CAF) et vice-président de la FIFA; Samuel Eto'o, la FIFA Legend et conseiller spécial auprès de la CAF; Youri Djorkaef, lui aussi FIFA Legend et directeur de la Fondation FIFA; et Mattias Grafström, le secrétaire général adjoint par intérim de la FIFA.

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

#### **TENNIS DE TABLE**

## La RDC vainqueur du rendez-vous de Brazzaville

es championnats de la région III Afrique centrale du tennis de table disputés du 28 au 30 novembre dernier au Gymnase Henri Elende à Brazzaville ont été remportés par les pongistes de la République Démocratique du Congo devant ceux du pays hôte, le Congo. Pendant trois jours, les pays

Pendant trois jours, les pays majeurs de la petite raquette d'Afrique centrale ont eu l'occasion de faire le bilan des possibilités de leurs pongistes. Douze médailles dont trois en or, trois en argent et six en bronze: c'est la moisson du Congo. Sur les sept épreuves retenues pour cette édition réservée exclusivement aux séniors, le Congo a décroché l'or en double hommes et dames et aussi en équipe homme.

Représenté par quatre équipes, dont deux en version masculine et deux autres dans la version féminine, le pays hôte n'a donc pas pu mieux faire que la deuxième place derrière la République Démocratique du Congo représentée, toute comme les autres nations, par une seule équipe. Les Léopards ont glané 9 médailles, soit 4 en or, 2 en argent et 3 en bronze. Ils ont remporté les épreuves d'équipe dames, double mixte, simple hommes et dames

Le Cameroun termine à la troisième place, mais sans la précieuse médaille dans son escarcelle: 4 médailles d'argent et 2 de bronze. Le Gabon et le Burundi ferment la marche, avec 1 médaille de bronze.

La dernière fois que le Congo a abrité les championnats zonaux



Echange de balle entre deux pongistes

remonte à 2012. «Cela fait énormément plaisir quand les compétitions reviennent s'organiser au pays et nous espérons que les prochaines soient de nouveau organisées d'ici peu dans ce même gymnase, mais pas dans ces même conditions», a fait remarquer Jean-Marie Okouna, président de la Fédération congolaise de tennis de table et de la zone III. Des coupures intempestives d'électricité ont

entaché la compétition. L'enjeu principal n'en a pas pris un coup heureusement. «'Cette compétition était qualificative pour le top 16 qui aura lieu en mars prochain en Tunisie. Ce sont eux qui représenteront la sous-région au niveau continental, pour décrocher une qualification au niveau mondial.» a déclaré Jean-Marie Okouna.

**Davy Dimitri MACKITA** 

## Classement provisoire de Ligue 1 du Congo

1.AS Otohô (21 points). 2.JST (17 points, +12). 3.V.Club-Mokanda (17 points, +5). 4.Diables-Noirs (17 points, +2). 5.Patronage Sainte-Anne (14 points, +2). 6.CARA (14 points, +2). 7.FC Kondzo (14 points,-1). 8.AC Léopards (13 points, 0). 9.Etoile du Congo (13 points, -2). 10.Inter Club (11 points). 11.RCB (9 points). 12.AS Cheminots (4 points, -8). 13.Nico-Nicoyé (4 points, -9). 14.Tongo FC (3 points, -9)

#### **HANDBALL**

# Guy Petit-Girard: «Je ne suis pas un vendeur de songe...»

uy Petit-Girard, l'expert français choisi pour conduire la sélection nationale masculine du Congo à la prochaine Coupe d'Afrique des nations qui se déroulera en janvier 2020 à Tunis (Tunisie), a assené, honnêtement, à son premier auditoire lors de sa prise de fonction mardi 20 novembre dernier, qu'il n'était pas le sorcier blanc faiseur de miracle qu'on attendrait sur la rive droite du fleuve Congo.

L'expert a été sollicité auprès de la Fédération internationale de handball (IHF) par la Fédération congolaise de handball (FECO-HAND). Il a débarqué à Brazzaville la semaine passée et est déjà au boulot. Il a pour mission de faire figurer le Congo dans le Top 7 de la Coupe d'Afrique des nations, ce qui est synonyme de ticket pour le Championnat du monde prévu quelques mois plus tard en Egypte.

Jean-Claude Ibovi, président de la FECOHAND, a affirmé qu'avec Guy Petit-Girard, il «a touché la sommité des techniciens du handball.» «Il ne reste plus à l'Etat que de mettre à sa disposition les moyens logistiques pour lui permettre de réussir sa mission. C'est une question d'honneur pour le pays», a-t-il affirmé. «Sans moyens, on n'arrivera à rien», a-t-il averti.

Guy Petit-Girard est déterminé à s'investir totalement dans sa nouvelle mission. Toutefois, avec son franc-parler, il a coupé court au sujet des objectifs de la FECOHAND: «Je ne suis pas un vendeur de songe pour vous dire qu'on ira coûte que coûte au Championnat du monde. L'objectif

ne me semble pas facile. Je peux seulement dire que ça me semble être réalisable et quelque chose d'atteignable.»

Le technicien français a indiqué qu'il n'arrive pas sur un terrain Avant même son arrivée, Guy Petit-Girard avait élaboré son planning de travail et pris soin de négocier avec le directeur technique national de la Fédération tunisienne quatre matchs ami-



Guy Petit-Gérard lors de sa présentation

vierge. «Je n'aurai pas un pouvoir divin sur l'équipe. Je ne vais pas travailler seul; je m'appuierai sur le staff national. Mais là aussi, je n'ai pas de baguette magique qui fera que ça puisse fonctionner», a-t-il avoué. caux lors de la mise au vert des Diables-Rouges prévue à Tunis (30 décembre-4 janvier). Il reste à tout le monde de se mettre au travail.

G.-S.M.

#### Football/Ligue 1

## L'AS Otohô persiste...

L'AS Otohô prend le large en tête du classement provisoire, à l'issue de la 9e journée du championnat national de Ligue 1 disputée en fin de semaine dernière. Une journée de sourire pour le CARA enfin victorieux après trois défaites d'affilée.

Les résultats ci-après ont été enregistrés : Etoile du Congo-RCB (1-0), Patronage Sainte-Anne-FC Kondzo (0-1), CARA-Nico-Nicoyé (1-0), Diables-Noirs-JST (2-1), Inter Club-Tongo FC (0-0), V.Club-Mokanda-AS Cheminots (0-0), AS Otohô-AC Léopards (3-0) RECEPISSE DE DEPOT GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BRAZZAVILLE

B.P.: 82

BRAZZAVILLE

PROGRESSE GROUPE En face du Consulat du Mali Centre-ville BRAZZAVILLE

V/REF:

N/REF: CG/BZV/10B2351 - 19 DA 408

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE BRAZZAVILLE certifie qu'il a reçu le 25/11/2019,

P.V. de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er 07/2019, portant Dissolution Anticipée

#### Concernant la société

PROGRESSE GROUPE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE En face du Consulat du Mali Centre-Ville BRAZZAVILLE, CONGO

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 19 DA 408, le 25/11/2019. R.C.C.M. BRAZZAVILLE (CG/BZV/10 B 2351)

Fait à BRAZZAVILLE, le 25/11/2019,



Maître Zéphyrin ONDONGO